

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaria 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

« Vers un Front Commun de la France et de l'Angleterre. »

Paris-Midi 27-4-38

Pour l'écrasement
du prolétariat
ibérique.

VIVE L'UNION SACRÉE DU PROLÉTARIAT CONTRE LA BOURGEOISIE !

Unité révolutionnaire !

Le Premier Mai se déroulera cette année dans une atmosphère bien différente de celle des Premiers Mai 1937 et 1936. Alors c'était l'enthousiasme, la confiance de la classe ouvrière. Certes l'an passé déjà le Premier Mai avait été assombri par le souvenir tout chaud des massacres de Clichy et de Metlaoui. Mais les ouvriers, facilement généreux, avaient pardonné aux dirigeants responsables, par leur lâcheté, de ces abominations.

On criait dans les cortèges : La Rocque au poteau, Doriot en prison, et alternant avec l'Internationale on chantait la Marseillaise.

On mesure aujourd'hui le chemin parcouru, mais en sens inverse du progrès social, depuis l'an passé et mieux encore depuis 1936.

Le Premier Mai 1938 le prolétariat sera sur la défensive au lieu d'être sur l'offensive.

Depuis six mois nous assistons en effet à une attaque massive et simultanée des forces capitalistes et étatiques. Le patronat et l'Etat, un moment affaiblis par l'action directe ouvrière, ont repris du poil de la bête — de notre poil.

En résumé nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation politique et sociale que n'auraient pas désavouée naguère des Chambres Bloc national ou Bleu horizon. Et cependant, sauf erreur, il y a encore à la Chambre une très forte majorité de députés radicaux, socialistes et communistes élus tout exprès par et pour le peuple !

Et cette belle majorité mandatée pour faire une politique de gauche fera maintenant une politique de droite.

Tout cela nous l'avons dit, il y a bien longtemps déjà, et au moment même où les travailleurs manifestaient avec leurs bulletins de vote, leur intention de changer la face des choses. Et nous ajoutons que l'action directe et surtout autonome de la classe ouvrière était seule capable de rogner les ailes au Capital. Et l'événement a prouvé que nous avions raison. Le raz-de-marée des grèves de juin submergea bien vite les pitoyables dirigeants syndicaux. L'instinct ouvrier suppléait alors victorieusement à la « tactique » dérisoire des politiciens. Malheureusement ceux-ci aussi ont repris du poil de la bête. Toujours la même bête. Devant un patronat regroupé et puissant, les

fauteurs criminels de quinze années de défaites ouvrières recommencent leurs méfaits. De nouveau leurs méthodes totalitaires, leurs procédés, leurs calomnies, énoncent, démontrent, divisent les ouvriers. Leurs appels à l'unité sonnent faux.

Où unité, unité ! Mais pas pour la guerre ! Pas pour la politique des partis attachés servilement aux impérialismes, que ceux-ci soient rouges, blancs ou tricolores.

Unité pour faire front contre le patronat, contre le capitalisme, contre l'Etat. Unité pour sauver l'Espagne ouvrière.

Unité pour l'indépendance de la classe ouvrière.

Unité pour faire reculer le fascisme et la guerre — quelle qu'elle soit.

Unité révolutionnaire du prolétariat !

Trois nouvelles poursuites contre le "lib"

Quand on pense qu'il n'y a pas si longtemps, c'était en 1935, de bons bougres scandaient : DALADIER AU POUVOIR ! sur l'air des lampions ! Eh bien ! il y est au pouvoir, le « taureau de la Camargue ». Et maintenant qu'il a les coudees franches, ça va barder pour les antimilitaristes. Pour commencer, le gérant du LIBERTAIRE, notre ami Coudry, s'est entendu signifier mardi trois inculpations nouvelles de « PROVOCATIONS DE MILITAIRES A LA DESOBEISSANCE DANS UN BUT DE PROPAGANDE ANARCHISTE » pour des articles du mois de janvier ayant trait à la grève des transports et à l'emploi des troupes pour la briser. Inculpation à retardement comme on voit. Et procédé bien commode, dont la recette ne serait pas dédaignée par des dictateurs fascistes.

Nous n'avons cependant affaire qu'à de purs démocrates et qui gouvernent avec des majorités de « gôche » !...

Un précurseur révolutionnaire du syndicalisme

FERNAND PELLOUTIER

(Sa vie - son œuvre)

par Georges YVETOT

Chaque année, à même date, je me fais un devoir, par la parole ou par l'écrit de retracer très sommairement la courte vie et l'œuvre magnifique et profonde, toute de pensée, d'action et d'organisation de ce précurseur du syndicalisme que fut Fernand Pelloutier, mort à la tâche, le 13 mars 1901.

La Fédération des Bourses du Travail dont il fut le secrétaire pendant sept années fut empreinte de lui. Il donna, de toute sa conviction, de toute son intelligence, de toutes ses forces, de toute sa vie la forme simple, la conception logique et forte qu'il explique lui-même en une magnifique déclaration à l'occasion du Premier Mai de l'an 1896. Ce manifeste lancé au nom des quarante et une Bourses du Travail compo-

sant la Fédération des Bourses d'alors, disait ceci :

« Volontairement confinées jusqu'à ce jour, dans le rôle d'organisatrices du prolétariat, les Bourses du Travail de France entrent désormais dans la lutte économique... »

« Elles déclarent la guerre à tout ce qui constitue, soutient et fortifie l'organisme social. » Confidentes des souffrances et des plaintes du prolétariat, elles savent que le travailleur aspire, non pas à prendre la place de la bourgeoisie, à créer un Etat ouvrier, mais à égaliser les conditions et à donner à chaque être la satisfaction qu'exigent ses besoins.

« Aussi méditent-elles avec tous les socialistes, de substituer à la propriété individuelle et à son effroyable cortège de misère et d'iniquités, la vie libre sur la terre libre !... »

« Elles réclament la réduction de la durée du travail, la fixation d'un minimum de salaire, le respect du droit de résistance à l'exploitation patronale, la concession gratuite des choses indispensables à l'existence : pain, logement, instruction, remèdes ; elles s'efforceront de soustraire leurs membres aux angoisses du chômage et aux inquiétudes de la vieillesse en arrachant au capital la dime inique qu'il prélève sur le travail.

« Mais elles savent que rien de tout cela n'est capable de résoudre le problème social... Le jour — et il n'est pas éloigné — où le prolétariat aura constitué une gigantesque association, consciente de ses intérêts et du moyen d'en assurer le triomphe, ce jour-là il n'y aura plus de capital, plus de misère, plus de classes, plus de haines. La révolution sociale sera accomplie ! »

Voilà en quelques lignes toute la doctrine — réaliste et idéaliste à la fois — du syndicalisme : la fameuse « charte d'Amiens » ne fera que la reprendre et la condenser.

Désormais Pelloutier donne tous ses efforts à cette Fédération des Bourses du travail, dont il est le secrétaire, dont il est l'âme.

Mais il ne cesse pas en même temps de collaborer à des journaux et des revues, à l'Art social de Gabriel de la Salle, au Journal du Peuple, à la Revue politique et parlementaire, etc. ;

(Voir la suite en 2^e page.)

Regard en arrière

par Sébastien FAURE

La jeune génération (celle qui se compose des « moins de quarante ans ») connaît mal ou insuffisamment le passé déjà long du Libertaire.

Ils ignorent presque tout de sa fondation, des difficultés sans nombre qu'il a rencontrées sur la route de son développement, des batailles qu'il a livrées, des campagnes qu'il a menées, de la position qu'il a prise au cours des grands événements qui ont marqué son existence.

Estimant que cette ignorance est regrettable, des amis m'ont instamment demandé de retracer, dans ses grandes lignes et brièvement, la vie mouvementée de ce journal.

Je cède à leurs sollicitations, pensant que la vie du Libertaire étant, depuis près d'un demi-siècle, intimement liée au mouvement anarchiste, cet article rappellera aux vieux compagnons des souve-

nirs qui les rajeuniront et fera connaître aux jeunes des choses qu'il est utile qu'ils apprennent.

Fondé en 1895, le Libertaire est dans sa quarante-troisième année. Il est né au lendemain de cette série d'attentats terroristes (Ravachol, Léauthier, Pauwels, Vaillant, Emile Henry, Caserio...) et d'actes de propagande par le fait (Duvall, Pini, Ortiz...) qui avaient semé l'affolement et jeté l'épouvante.

Le Pouvoir législatif avait forgé « contre les menées anarchistes » des lois à ce point abominables qu'on les a qualifiées « scélérates ». Le Pouvoir exécutif avait organisé contre tous les suspects d'anarchisme un régime de surveillance rigoureuse et d'implacable répression. La presse distillait, goutte à goutte, dans l'esprit public, le mépris et la haine des « compagnons ».

Toutefois la fière attitude des terroristes devant leurs juges et leur tranquille intériorité face à la guillotine avaient fait naître chez beaucoup de désertiers une secrète admiration et une sympathie instinctive.

Dans ces conditions, il était nécessaire et urgent de vulgariser l'idéal auquel ces hommes, aussi héroïques que désintéressés, avaient fait délibérément le sacrifice de leur vie. Il fallait aux anarchistes une arme de propagande et de combat.

C'est cette arme que devait être, que fut et que n'a jamais cessé d'être le Libertaire.

Ceux qui n'ont pas assisté à la naissance de cet hebdomadaire et qui le voient actuellement répandu, influent et robuste ne peuvent se faire qu'une très faible idée des difficultés qu'il a dû surmonter pour résister et grandir.

Difficultés de toutes sortes :

a) Perquisitions, saisies, poursuites, condamnations se multipliaient ;
b) Il fallait, à jet continu, exposer nos conceptions et combattre les déformations et travestissements que leur infligeaient la sottise des uns et la malignité des autres ;
c) Il fallait saisir au passage toutes les occasions que nous offrait l'actualité de

viser juste et de frapper fort contre les mensonges, les abus, les scandales, les turpitudes et les crimes de l'Autorité sous toutes ses formes ;

d) Tant en province qu'à Paris, il fallait répondre à l'appel des camarades et organiser, presque chaque jour, des réunions, conférences et manifestations qui, souvent, déclenchèrent la bagarre, à dix contre cent.

e) Toutes ces difficultés se trouvaient aggravées par les embarras d'argent.

Je n'ai pas besoin d'insister.

Sans doute, aujourd'hui comme alors, les militants se heurtent à des difficultés analogues ; mais il ne faut pas oublier que, il y a quarante ans, nous n'étions qu'une poignée et que, à peine défriché, le terrain était beaucoup plus difficile à cultiver.

(Voir la suite en 6^e page.)

CHASSE A L'HOMME

L'OUVRIER ETRANGER, VOILA L'ENNEMI !

Albert Sarraut est ce ministre de l'Intérieur qui lança jadis ce slogan : « LE COMMUNISME VOILA L'ENNEMI ». Les communistes, depuis, sont devenus des amis de l'autel, de la patrie, et de l'ordre. Paix sur eux, donc.

Aussi Sarraut change de mot d'ordre et décrète maintenant : L'ETRANGER VOILA L'ENNEMI.

L'OUVRIER étranger bien entendu, car les riches, qui eux n'ont pas besoin de cartes de travail, obtiennent facilement le droit de demeurer en France. On veut surtout frapper les travailleurs étrangers qui ont fui le fascisme et en même temps dresser par avance une barrière contre les Espagnols qui voudraient échapper aux massacres organisés par les franquistes.

Dans cette chasse à l'homme, Sarraut veut mobiliser tout le monde et dans le projet de décret dont la presse a parlé il est question de sanctions pénales « TRES SEVERES CONTRE TOUTE PERSONNE QUI ABRITE SOUS SON TOIT UN ETRANGER QUI NE SERA PAS EN POSSESSION DE SA CARTE D'ETRANGER ». (Paris-Soir du 24 avril).

C'est la plus brutale négation du droit d'asile. C'est la porte ouverte à toutes les délations... à toutes les lâchetés ! C'est

l'interdiction du droit le plus élémentaire de la conscience humaine.

Il faut empêcher cet acte de banditisme légal qui s'apparente aux plus pures méthodes du fascisme. Que si un Parlement, ELU AVEC UNE LARGE MAJORITE DE FRONT POPULAIRE, sanctionnait une telle abjection, les organisations ouvrières fassent bloc pour l'annihiler.

Les ouvriers étrangers doivent pouvoir compter sans restriction sur la solidarité agissante des travailleurs français victimes comme eux de la même exploitation capitaliste.

A BAS LA CHASSE A L'HOMME !
A BAS LES PROJETS SARRAUT !
DROIT D'ASILE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS SANS DISTINCTION DE RACE OU DE NATIONALITE !

CAMARADES ANARCHISTES, SYMPATHISANTS, SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES, nous faisons appel à vous pour vous resserrer davantage encore autour du « Libertaire », votre journal. La répression bourgeoise reprend contre nous et s'ajoute aux lourdes difficultés matérielles qui mettent en péril la vie du « Lib ». Jamais cependant notre voix n'a eu besoin, devant l'offensive patronale, devant la réaction politique, devant la tension internationale, de parler aussi fort. Vite, venez-nous en aide. Abonnez-vous ! Souscrivez, faites souscrire vos amis.

FAIRE LA PAIX

par LASHORTES

On continue à faire avaler à ce pauvre Front populaire (mais y a-t-il encore un front populaire ?) toutes les couleuvres. La dernière en date est de taille et elle semble bien avoir passé comme les autres : il s'agit des négociations pour la reprise de relations normales entre la France et l'Italie. Nous n'en sommes encore qu'aux préliminaires, mais les bases essentielles de l'accord ont été acceptées par le représentant français M. Blondel : elles comportent la reconnaissance de l'Empire italien et le rétablissement de l'ambassade de Rome. Ainsi se trouve clos le chapitre qui avait commencé avec la conquête éthiopienne, et s'était poursuivi avec les sanctions et la constitution d'un nouvel Etat italien.

Il est certain que l'Anschluss et l'accord anglo-italien ont hâté une évolution qu'on attendait plus lente. La conquête

et la mise au pas de l'Autriche ont contribué à rapprocher les adversaires d'hier. Mussolini a trouvé là un moyen de signifier au Führer que la politique de l'axe Rome-Berlin ne saurait, en tout état de cause, signifier l'effacement de l'Italie et qu'un nouvel effort de l'Allemagne pour améliorer ses positions en Europe centrale ou méditerranéenne pourrait avoir pour conséquence de ressusciter le front des Alliés de 1915-1918. Quant à la France, il lui fallait bien s'aligner sur l'Angleterre si elle ne voulait pas s'isoler complètement en Europe.

Voilà, en tout cas, qui porte un rude coup à certaines conceptions simplistes que nous dénonçons depuis des mois dans ce journal. En effet, ces tractations, manœuvres, « tours de valse » ne prouvent-ils pas que seuls comptent, par-dessus les parentés d'idéologie, les intérêts impérialistes en jeu ? En l'occurrence, ce jeu consiste à reprendre, sur de nouveaux frais, la vieille politique d'encerclement de l'Allemagne. Limiter la poussée de celle-ci vers la Méditerranée et vers l'Orient et, pour cela, maintenir le bastingage tchécoslovaque, encourager les velléités de résistance de la Roumanie et de la Hongrie détourner le gouvernement yougoslave de l'attirance de Berlin, ce sont là les principales cartes de la partie.

(Voir la suite en 6^e page.)

De la chaise électrique au chat à neuf queues

La dernière trouvaille de la civilisation du XX^e siècle en matière pénale, la chaise électrique, n'a pas fini de faire parler d'elle. Nul n'ignorait les horreurs que ce mode d'exécution ajoutait encore à la peine de mort ; tout le monde avait lu, les uns avec un frémissement d'indignation, les autres avec une délectation sadique, de ces histoires de condamnés rôtissant lentement sur l'ignoble appareil. Et la semaine dernière encore, nous apprenions que deux panes d'électricité avaient successivement retardé l'exécution de deux malheureux alors qu'ils venaient d'être amenés dans la chambre de mort.

Avec un sentiment d'humanité très américain, le gouverneur du Texas leur accorda une grâce... d'une semaine, prolongeant ainsi leurs souffrances par l'atroce attente du dernier moment.

Notre bonne presse ne manqua point de souligner le fait et d'en tirer parti pour la plus grande satisfaction de l'orgueil national en comparant la barbarie yankee à la paternelle sollicitude de Deibler pour les condamnés de la douce France.

Or, non seulement le fait d'une plus grande férocité ne saurait nous absoudre de la nôtre, mais tout d'abord faudrait-il établir une juste balance entre les systèmes de répression en usage dans chaque nation et, pour cela, les étudier dans leur ensemble et non pas dans leurs détails, en tenant compte autant des cruautés avouées, codifiées, étalées au grand jour par ce peuple-ci que des horreurs secrètes commises par celui-là. C'est ainsi que seraient mises en parallèle les chambres de deuil spontanées dont chaque grande ville de France est dotée, les scènes républicaines qui s'y déroulent, clandestinement, avec les séances de « grillage » que les Américains reconnaissent sans en rougir dans l'ingénuité de leur barbarie. De même conviendrait-il, pour donner le juste degré de l'abjection où notre civilisation peut se complaire, de ne pas évoquer le chat à neuf queues des Anglais sans parler de la chicote dont l'usage courant aux colonies fait partie de notre pénétration pacifique cependant que les châtiments admis par les gouverneurs de la France d'Outre-Mer et réservés à ses sujets, dépassent en horreur ce que la plus sadique imagination peut concevoir depuis la pendaison par les testicules jusqu'au flament électrique savamment introduit dans le canal de l'urètre.

Mais tout fut écrit qui devait l'être sur ce sujet et rien n'en transparaît si ce n'est dans les rares milieux où un peu d'humanité semble s'être réfugiée. Le silence de la Presse sur des iniquités définitivement établies fut accueilli avec la même gratitude par les banquiers émetteurs de titres coloniaux que par la douce et vertueuse rentière venant encaisser ses coupons au guichet. Car rien n'émue rien ne peut secouer la moelle pourrie du bourgeois si ce n'est la peur pour sa propre peau. Aussi n'est-ce point étonnant de constater l'émotion de cette bourgeoisie devant ce qu'elle appelle « l'armée du crime » dont le recrutement, effectué par la Misère, s'intensifie chaque jour avec une effrayante progression ; aussi ne sommes-nous pas surpris de lire quotidiennement dans la presse de pressants appels en faveur de nouveaux modes de répression.

De Vautel à Géo London en passant par Dioscoride, tous les lècheurs de guillotine réclament des peines exemplaires et demandent que celle du fouet soit remise en honneur. Je sais bien que ce Barthou leur aurait répondu : l'ex-ministre de la Justice avait sur le chat à neuf queues des opinions personnelles qu'il n'exposait que dans son intimité. Mais il ne serait pas impossible que, dans un pays qui compte suffisamment de têtes à claques pour que des suggestions aussi abjectes soient colportées, un projet fût déposé en vue d'une loi suffisamment ignoble pour être acceptée.

Mais avant de la faire payer cher au législateur, nous n'oublierions pas ses instigateurs. Nous n'avons pas besoin de prendre leurs empreintes digitales pour les identifier, ni de carnet B pour en établir la liste. Que ces Messieurs se le disent, ils y a des limites à la sottise et à la cruauté. Ils les ont atteintes. Nous mériterions bien plus que le fouet si nous les laissons les dépasser.

AURELE PATORNI

L'EXEMPLE DES MINEURS ANGLAIS Qu'attend la C. G. T. pour l'imiter ?

On prendra connaissance ci-dessous, avec plaisir, d'une dépêche assez réconfortante puisqu'elle annonce que le peuple anglais se réveille et songe enfin à soutenir énergiquement l'Espagne révolutionnaire.

La conférence extraordinaire en faveur de l'Espagne républicaine qui a eu lieu hier 23 avril à Londres, groupant 1300 organisations représentées par 1800 délégués parmi lesquels des travailleurs, communistes, libéraux et conservateurs, a eu de fortes répercussions sur l'opinion britannique.

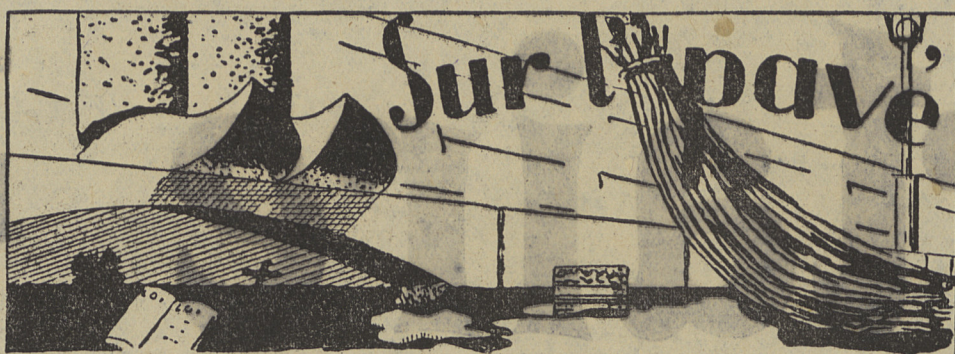
La résolution votée engageait le gouvernement britannique à appuyer les demandes du gouvernement espagnol à Genève, réclamant l'abolition de la non-intervention, etc.

Une campagne nationale a été décidée pour réunir des fonds afin d'acheter des canons antiaériens à destination des républicains espagnols. En outre, une délégation se rendra dès leur arrivée à Londres, auprès de MM. Daladier et Bonnet.

Enfin, le syndicat des mineurs anglais qui organise une vaste conférence jeudi prochain, a l'intention de proposer à tous ses membres de donner leur salaire d'une journée au profit de l'Espagne républicaine.

On estime que la somme s'élèverait à 400.000 livres sterling, soit 65 millions de francs.

La classe ouvrière anglaise n'a jamais passé pour être très solidaire à l'égard d'autres peuples. Son effort actuel n'en est que plus méritoire. Nous le signalons à la classe ouvrière française pour qu'elle l'imité et même le dépasse. La proposition des mineurs anglais doit être reprise, ici, par notre C. G. T. et appliquée immédiatement. En regard des sacrifices consentis par les camarades espagnols, les cinq millions de syndiqués de la C. G. T. ne rechigneront pas à verser leur salaire d'une journée, mais fuient encore que les dirigeants syndicaux le désirent.



Comme dirait Raymond Guyot...

Treize lignes de l'Humanité nous apprennent qu'un « drame pénible » s'est produit ces jours derniers à la caserne du 74^e B.A.F. à Lantosque.

Un soldat avait été puni de prison. Conduit en cellule, il s'est pendu à l'aide de sa ceinture.

C'est tout. Tous les encasernés involontaires n'acceptent pas avec la même philosophie les brimades idiotes et cruelles de leurs supérieurs hiérarchiques.

Beaucoup, devant tant de bêtise et de mesquinerie accumulées sous le seul képi d'un adjudant-chef, ont un mot d'indignation. Beaucoup aussi n'ont pas la dose de résignation nécessaire pour accepter de cœur léger une punition portant sur un motif absolument fantaisiste ou sur une peccadille.

Sentant la réaction impossible, tout geste de révolte voué à l'échec, comprenant que toute protestation aggraverait son cas, le jeune soldat en arrive parfois (beaucoup plus souvent qu'on pourrait le croire) à des gestes désespérés.

L'affaire est soigneusement étouffée par l'autorité militaire. On avertit les parents que leur fils a été victime d'un regrettable accident et on leur refuse le droit de voir le corps.

L'Humanité nous dit que les camarades du suicidé ne manquent pas d'être émus. Comme on comprend ça !

Mais un qui n'y doit rien comprendre, c'est M. Raymond Guyot, qui dans l'Avant-Garde explique aux jeunes soldats qu'ils devront aimer leurs chefs et leur obéir et qui lors du dernier départ s'écriait :

La joie et la fierté d'être soldat gonfle le cœur de chacun.

La Rue Michel.

(Suite de la première page)

Il publie des brochures, rédige son Histoire des Bourses du travail, et écrit même un Mémoire pour la construction d'un théâtre populaire. Il fonde l'Ouvrier des Deux-Mondes, revue mensuelle d'économie sociale, qu'il compose lui-même.

Car cet homme restait dans la plus noire misère. Un jour, Georges Sorel, qui avait compris quelle intelligence merveilleuse l'animal, s'émou de cet apostolat familial et lui fit obtenir par l'intermédiaire de Jaurès un poste d'enquêteur temporaire de l'office du travail au ministère du commerce dont M. Millerand avait le portefeuille. En raison de sa situation, Pelloutier accepta, sans atteinte à son indépendance, cette maigre ressource.

Ce fut un beau tapage dans les diverses écoles socialistes, qui se combattaient alors à outrance. L'attaque, sourde, surgit au congrès de Lyon et se renouvela au congrès de Paris 1900. Pelloutier, malade au point de se tenir à peine debout, se défendit d'une voix affaiblie et rauque, la voix d'un moribond.

Il n'eut pas de peine à se disculper, mais retourna chez lui touché à mort.

Colomiez, colomiez toujours, dit ou chante Bazile. Les guesdistes firent merveille, en politiciens aguerris. Sus à l'anarchiste ! C'était une revanche du congrès de Londres. Il fallait abattre le pelé, le galeux d'où venait tout le mal et qui gangrenait le bétail électoral par sa théorie du syndicalisme se suffisant à lui-même et se passant d'élus et de candidats. C'était toujours la lutte, lutte à mort entre politiciens et syndicalistes, entre votards et grève-généralistes. Cela durait depuis longtemps et surtout depuis 1896. On ne pouvait plus « voter » en rond. Tous jours quelqu'un troublait la fête, ô Marsoleau ! C'est également en 1896, que l'Art Social publie, de Fernand Pelloutier, une intéressante étude sur l'Organisation corporative et l'anarchie. Cette étude fut, je crois, aussi éditée, en une petite brochure, devenue rare, par le « Cercle des Etudiants socialistes internationalistes et révolutionnaires » de l'époque. En cette étude, Pelloutier établit la concordance existant entre l'union corporative en élaboration et la société communiste et libertaire, à sa période initiale.

« Nous voulons, dit-il, que toute la fonction sociale se réduise à la satisfaction de nos besoins ; l'union corporative le veut aussi, c'est son but, et de plus en plus elle s'affranchit de la croyance en la nécessité des gouvernements ; nous voulons l'entente libre des hommes ; l'union corporative (elle le discerne mieux chaque jour) ne peut être qu'à condition de banir de son sein toute autorité et toute contrainte : nous voulons que l'émancipation du peuple soit l'œuvre du peuple lui-même ; l'union corporative le veut encore de plus en plus, on y sent la nécessité, on y éprouve le besoin de gérer soi-même ses intérêts ; le goût de l'indépendance et l'appétit de la révolte y germent ; on y rêve des ateliers libres où l'autorité aurait fait place au sentiment personnel du devoir ; on y émet sur le rôle des travailleurs dans une société harmonique des indications d'une largeur d'esprit étonnante et fournies par les travailleurs mêmes. Bref les ouvriers, après s'être cru si longtemps condamnés au rôle d'outil veulent devenir des intelligences pour être en même temps les inventeurs et les créateurs de leurs œuvres. Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert ainsi devant eux. Que comprenant qu'ils

L'ERE DU FLIC



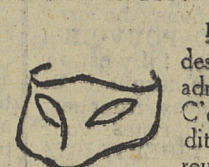
On raconte que Thiers tendit au bout d'une pincette les billets qui payaient à Deutz la « livraison » de la duchesse de Berry. A cette époque, la bourgeoisie n'aimait pas la police et les policiers. J'avert était utilisé, mais homni. Aujourd'hui nos dirigeants sont moins dégoûtés. Tout le monde flic, tel est leur rêve. Ainsi il est dans les intentions de Sarraut, paraît-il, de frapper de lourdes pénalités les citoyens qui auront abrité sous leur toit un étranger en difficulté avec la police. C'est proprement — si l'on peut dire — l'organisation du flicardisme « à la base ». C'est beau !

XENOPHOBIE



On se croirait d'ailleurs revenu depuis quelques jours aux beaux temps de la xenophobie guerrière. L'immonde Sarraut déchaine la presse et même la presse de gauche — voyez l'Euvre — contre les étrangers, dont un savant « criminologue » (sic) nous apprend qu'ils fournissent un quart des délinquants. Pauvres « Boches », « Macaronis » et autres « Pollacks », gare à vous ! A-t-on idée aussi de venir manger le pain des Français ! ...Et de faire un petit peu pousser leur blé et extraire leur charbon, d'ailleurs.

EXPORTATION FRANÇAISE



La Roumanie va connaître des jours fastes. La France lui adresse un présent de choix. C'est le flic Bonny, lequel va, dit-on, réorganiser la police roumaine. Garde de fer et autres Mmes Lupescu et Zizi Lambino feront bien de veiller à leurs poches et à leurs sacs à main. Un sachet de « neige » y est si vite glissé ! Et l'on se rappelle que le « sauveur de la République » (Chéron dixit) était passé maître dans ce sport qui coûtait d'ailleurs si cher à une amie de Bébert Sarraut, l'homme du Sphinx.

DESENCHANTEMENT



On est en 1936. C'est la joie, l'enthousiasme du Front populaire nouvellement né. L'ouvrier se syndique, il s'abonne à des journaux, des revues, il adhère à des organisations, des groupements. Et tout cela est très bien. Mais beaucoup de ces organisations sont sous le contrôle stalinien.

Ainsi Radio-Liberté.

En 1938, ça va moins bien. Désenchantement. Grèves torpillées. Gène, Misère. On demande un délai car on est en grève chez Citroën, pour payer l'abonnement en retard. Et l'on s'entend répondre sèchement par une jeune fille de France-Enfant de Marie, préposée au guichet qu'il faut payer, car « on a besoin de fonds ». Le copain à qui l'histoire est arrivée et qui nous l'a contée a envoyé à Radio-Liberté en concluant avec une verdeur de langage très expressive du reste ce « merci » ironique : « Merci d'un militant syndicaliste, garde la souris à crâne de piaf, jeune fille de France et de Marie, moi je garde mes sous ».

TOUT FINIT PAR SE SAVOIR

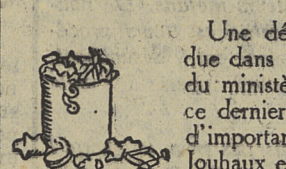


Et surtout la vérité. Ainsi, la presse naco n'ose plus revenir aujourd'hui sur les responsabilités du chahut organisé à Buffalo contre Jouhaux. C'est que la responsabilité personnelle des dirigeants stalinien de l'Union dans cette affaire est indiscutable.

Et l'on raconte maintenant que l'intelligent Hénaff — qui put, lui, s'exprimer en toute tranquillité — en porte la responsabilité initiale. Ce qu'il est intéressant de savoir, c'est comment le « général » si tolérant — au moins publiquement — pour les stalinien avait pu mériter à ce point leur ire.

Et voici ce que la rumeur publique a porté jusqu'à nos oreilles.

VENGEANCE STALINNIENNE A BUFFALO



Une délégation s'était rendue dans les derniers moments du ministère Blum, auprès de ce dernier. En faisaient partie d'importants personnages, dont Jouhaux et Hénaff. A un moment, Hénaff prend Jouhaux en catimini et lui intime l'ordre d'intervenir personnellement d'une certaine façon. Mais Jouhaux, qui a son quant à soi, de remonter avec vigueur contre le Hénaff en le priant verbalement de faire ses commissions lui-même.

Ceci se passait deux ou trois jours avant Buffalo. Quelle « explication » y eut-il à la sortie ? Nous l'ignorons. Mais ce qui est sûr, c'est que Jouhaux avait confié à des intimes

amis que son attitude lui vaudrait sûrement des représailles. Et il y eut même des imprudents qui, dans certains bureaux de l'Union « pré-virent » le chahut.

Voilà pourquoi Jouhaux, aux premières bordées de huées, sauta, instantanément, sur son large feutre et s'en fut sans vouloir écouter les adjurations de Raynaud, commis aux fonctions de raccommodeur des porcelaines cassées par Hénaff.

FRANCO COUTE CHER...

Il semble que les capitalistes internationaux et surtout anglais payent cher leur aide aux fascistes espagnols.

Ainsi le bilan du Rio Tinto pour l'année 1937 fait ressortir une chute verticale par rapport aux exercices précédents. Le bénéfice accusé pour l'an dernier est tombé à 195.154 livres contre 445.560 livres en 1936, exercice déjà fortement grevé cependant. Convenons que les actionnaires du Rio Tinto — parmi lesquels on compte de nombreux capitalistes français — payent cher à Franco la prime d'assurance contre la révolution.

LOYAUTE

Les « rebelles » de la Fédération socialiste de la Seine sont des révolutionnaires. A ce titre ils se déclarent antistalinien. Ils n'acceptent pas plus la main tendue aux catholiques, le front français et la France forte, libre et heureuse que l'union nationale autour du Front populaire.

Marceau Pivert et ses amis ne manquent pas une occasion de stigmatiser la trahison communiste et nous devons les en féliciter. Mais il est curieux d'observer l'attitude de l'« Huma », qui reproduit les motions de la Fédération exclue et qui cesse d'injurier les « Pivertistes ».

Il ne faut pas désespérer de voir le P.C.F. se poser en champion de la démocratie et reprocher à la S.F.I.O. d'avoir exclu la Fédération de la Seine. Bien sûr, au grand parti des masses on ignore ces mœurs dictatoriales et chacun jouit pleinement du droit de s'exprimer.

Monsieur Dubalaj.

Nous irons tous à Livry-Gargan

Pour la grande fête du « Libéraire » 50.000 billets ont été tirés. Tous les militants de la région parisienne auront à cœur de les placer jusqu'au dernier.

Le 12 juin, à Livry-Gargan, sera un grand succès de fraternité anarchiste, de gaieté et de propagande.

Tous avec vos amis vous viendrez fêter votre journal.

Dans les dernières années de sa vie, Fernand Pelloutier avait conçu le projet de faire profiter ses camarades de la grande expérience qu'il avait acquise dans sa pratique des organisations ouvrières ; il aurait voulu leur montrer ce qu'elles peuvent lorsqu'elles sont bien pénétrées de la portée de leur véritable mission ; il espérait convaincre les travailleurs qu'ils trouveraient facilement parmi eux les hommes capables de diriger leurs institutions, le jour où ils cesseraient d'être hypnotisés par les utopies politiques. Apprendre au prolétariat à vouloir, l'insérer par l'action et lui révéler sa propre capacité, — voilà tout le secret de l'éducation socialiste du peuple. Pelloutier ne songeait pas à apporter une nouvelle dogmatique ; il n'avait aucune prétention à devenir un théoricien du socialisme ; il estimait qu'il y avait déjà trop de dogmes et trop de théoriciens.

Ainsi débute la « Préface » de G. Sorel. Je m'empresse d'ajouter que Pelloutier assumait cette tâche avec un courage, un dévouement sans pareils. Et quel désintéressement ! Pelloutier touchait pour son travail les appointements mensuels de 100 fr., pourvu qu'ils soient dans la caisse de la pauvre Fédération des Bourses après les dépenses de fournitures indispensables.

G. Sorel ajoute, sur le militarisme, à propos de la propagande faite dans les Bourses du travail, conformément aux décisions des congrès ouvriers :

« Au congrès des Bourses tenu à Paris en 1900, on émit l'opinion qu'il y aurait lieu de créer un enseignement primaire pour les enfants des syndiqués, de manière à les soustraire à l'influence des manuels civiques officiels. A ce même congrès on décida d'établir des relations suivies entre les Bourses du travail et les jeunes ouvriers appelés sous les drapeaux... Lorsque les travailleurs ont appris à voir et qu'ils ont reconnu ce qui se cache de bassesses, souvent de saletés, derrière des masques jusque-là vénérés, le service militaire cesse d'être une école de docilité, pour se transformer en école de révolte... »

Enfin, Sorel termine sa belle Préface à l'Histoire des Bourses du Travail en disant : « Les B. du T. peuvent devenir des administrations de la Commune Ouvrière et diriger l'œuvre d'éducation nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. » C'est absolument ce que pensait Fernand Pelloutier, organisateur fédéraliste, militant libertaire convaincu et homme d'action sans embrouille, de volonté ferme, de conscience droite et de caractère digne et fort. Ce travailleur acharné n'avait d'autre ambition que d'être utile à tous et surtout aux exploités qu'il voulait voir acquiescer la science de leur malheur !

L'inoubliable précurseur du véritable syndicalisme, tendant à la disparition du salariat, cette dernière forme de l'esclavage ; à la suppression de cette honte : l'exploitation de l'homme par l'homme, par l'anéantissement de l'autorité patrimoniale, ce fut bien notre pauvre et cher ami Pelloutier.

Outre ses deux livres admirables : L'Histoire des Bourses du Travail et La Vie Ouvrière en France, Pelloutier nous a laissé plus encore : c'était une organisation vivante, avec un esprit de révolte fécond, n'excluant nullement l'esprit d'organisation et d'administration. Enfin, il a laissé à tous le souvenir d'un militant courageux jusqu'au sacrifice ; d'un apôtre ardent de la Révolution sociale, et, à ses amis, restés sincères et pauvres comme lui, il laisse son exemple. L'ont-ils suivi ?...

GEORGES YVETOT.

Fernand Pelloutier

ont entre leurs mains toute la Vie sociale, ils s'habituent à ne puiser qu'en eux l'obligation du devoir, à détester et à briser toute autorité étrangère. C'est leur rôle, c'est le but de l'anarchie !

Dans l'Art et la Révolte, autre brochure de Fernand Pelloutier, éditée encore par le « Cercle des Etudiants » où il traita ce sujet en une conférence, il montre la bourgeoisie disparaissant peu à peu comme une coulée de boue qu'emportent pêle-mêle préjugés, croyances et morales. Dans cette brochure, rare, très rare, datant d'une quarantaine d'années, laissez-moi vous copier ceci :

« Il y a aux pays du soleil des fruits malsains qui, mûris vite, se gâtent plus vite encore ; les végétations sans pailles, dont la vie n'est qu'une hâte vers la mort et qui brillent d'un éclat d'autant plus if qu'il sera plus éphémère. Ces végétations, ces fruits, c'est notre bourgeoisie. A peine née, elle fut riche et puissante. A l'âge où races et castes s'arment encore d'habitude contre les retours de la fortune et l'instabilité des pouvoirs, elle était déjà en pleine possession de sa force. Cinq, quarante années elle a joui et la voici mourante. Quelle plus terrible leçon ! On chercherait vainement ailleurs qu'en elle-même la raison de son agonie. Il y a cent ans, les peuples avaient encore, pour les gouvernements, les religions, la famille, la patrie, le même respect qu'il y a trente siècles. Ils avaient renversé des dynasties, coupé des têtes couronnées, détruit des autels et violé des territoires, mais ils courbaient encore le front devant l'autorité. Le maître tué, ils criaient : « Vive le maître ! » Un Dieu disparu, ils plaçaient le genou devant d'autres Dieux, et la patrie était pour eux le monstre indien de l'appât sanguinaire est une faveur passionnément désirée. Cent ans, et tout cela s'en est allé. On subit encore des gouvernements ; l'autorité est honnie, et l'or crache sur la barbe des maîtres ; les religions vivent ; Dieu est mort, et l'athée a fait place au sceptique ; la famille subsiste ; l'autorité en est prosaïque, et l'homme dit : « Amour à qui m'aime ; indifférence à qui, fût-il de mon sang, exige mon affection sans la mériter. » Les nations demeurent et parfois s'affirment la nation des races ; le patriotisme n'est plus et le petit doigt qui sert à détacher la cendre du cigare paraît enfin plus précieux



FERNAND PELLOUTIER

(d'après le dessin d'André Delannoy)

« Partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes, en outre, ce qu'ils ne sont pas (les politiciens), des révoltés de toutes les heures, hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (Y COMPRIS CELLE DU PROLETARIAT) et les amants passionnés de la culture de soi-même. »

« Libéraire dans le grand sens du mot, il demandait, dans cette même « LETTRE AUX ANARCHISTES » qui n'admettait pas l'efficacité de l'action syndicale, « de respecter ceux qui croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, et de poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. »

Il est impossible, ici, de relater tout ce que fut l'œuvre de Fernand Pelloutier. Victor Dave a fait de ce militant incomparable, une biographie que l'éditeur a eu le bon esprit de placer au début de l'Histoire des Bourses du Travail.

D'autre part, la « Préface » de Georges Sorel, écrite en décembre 1901, est, à elle seule un régal pour tout militant qui sait lire et penser.

Pour terminer, je veux encore glaner dans cette Préface de G. Sorel quelques lignes brèves et nettes que je juge des vérités :

LES CAUSES DE LA DÉFAITE D'ARAGON (1)

Délimitation des responsabilités

(Suite)

Outre les terribles effets de démoralisation causés par l'activité constante de l'aviation ennemie, qui a opéré quelquefois avec 200 appareils à la fois, sans avoir d'adversaires dans l'air, il faut tenir compte de l'impression profondément enracinée chez les soldats : qu'on a trahi, qu'on les trompe et qu'on les livre froidement et délibérément à l'ennemi.

La direction désastreuse du commandement alimente cette idée autant que son éloignement des troupes et la continuation de la tactique d'injustice et de représailles.

Comment justifier la désagrégation de forces qui, unies et sous le même commandement, ont toujours donné des résultats excellents quand il est facile de prévoir qu'en les répartissant elles perdront leur efficacité et qu'en les plaçant sous des commandements différents, leur enthousiasme tombera ?

Le camarade Yoldi, un chef de division qui était à la hauteur des circonstances, a été, lui aussi, l'objet d'un attentat de la part des éléments communistes des brigades internationales, pour avoir informé que ces brigades s'étaient retirées sans combattre et sans avoir sa division avec laquelle elles se joignaient, la laissant de cette façon dans une situation vraiment dangereuse.

Il échappa par pur hasard à cet attentat, mais Yoldi a été immédiatement l'objet d'un ordre d'arrêt et il y avait de sérieuses raisons de craindre qu'on voudrait le charger de la responsabilité du désastre, non seulement pour annuler un chef fédéral apprécié et pour satisfaire des communistes, mais aussi pour sauver la responsabilité des vrais coupables.

On a également arrêté, sous prétexte d'avoir donné un faux communiqué, le camarade Máximo Franco, chef de la 127^e brigade, qui a été démise et réduite à un tiers de ses effectifs pour avoir lutté avec bravoure.

Tout cela montre que, malgré la gravité de la situation, on persiste dans la même politique désastreuse et provocatrice qui justifie ainsi pleinement la sensation de trahison qu'ont les combattants.

Le Gouvernement a été avisé plusieurs fois des dangers que cette tactique signifie pour lui. Quinze ou vingt jours avant le commencement de l'offensive ennemie qui a eu comme conséquence la perte de Teruel, la section de défense de la C. N. T. fait état devant l'état-major central de l'incapacité du chef de la 42^e division, lieutenant-colonel Michena, qu'on laisse pendant dix mois à Barcelone comme disponible, soupçonné d'être fasciste.

A la proposition de lui substituer un autre chef plus compétent, on répondit qu'il fallait prouver cette incapacité.

Peu de temps avant, au début de l'offensive fasciste en Aragon, une délégation de la C. N. T. et de la F. A. I. rendit visite à Negri pour exiger une rectification de la politique militaire, sur des bases d'une critique raisonnée et objective des erreurs commises, surtout dans les opérations de Teruel. Le président du Conseil a promis de tenir compte de ces critiques et de prendre rapidement les mesures nécessaires à ce sujet. Ces mesures n'ont pas été prises ni sur le terrain militaire, ni sur le terrain politique, sauf la libération tardive de prisonniers antifascistes.

En même temps, par ordres réservés et secrets, on retire la nomination de tous ceux de la milice qui ont une place de commandement dans les états-majors de divisions,

(1) Voir le « Libertaire » du 21 avril 1938.

corps d'armée et armées, et cela parce qu'ils ne sont pas diplômés, bien qu'ils aient démontré jusqu'à présent une capacité plus que suffisante pour remplir les missions dont ils étaient chargés.

Maintenant que les fascistes sont en train de franchir la frontière de Catalogne, le Gouvernement lance un pressant appel aux partis et aux organisations antifascistes et semble vouloir admettre une ample collaboration. Dans ce moment, il est bien difficile de préciser la portée de la situation militaire.

L'ennemi a trop avancé et le problème urgent, angoissant, c'est de lui opposer une masse d'aviation égale ou supérieure à la sienne. Avec cela et avec une politique de vraie unité antifasciste, il serait encore possible de soulever le moral du peuple et des combattants et rejeter l'ennemi.

De notre part, de la part des organisations libertaires, il y a la plus ferme décision de lutter jusqu'au bout et de collaborer sincèrement avec les autres secteurs antifascistes, malgré l'expérience vraiment

peu agréable faite par nous, et à nos frais jusqu'à présent, à cause du manque absolu de loyauté des autres secteurs qui ne respectent même pas les accords pris.

C'est que maintenant nous sentons surtout le devoir impérieux de la résistance désespérée, coûte que coûte, contre le fascisme agresseur, qui avance. Et comme nous sommes disposés à arriver jusqu'à l'extrême sacrifice matériel, nous nous disposons aussi à faire les plus grands sacrifices moraux, avec la pleine certitude d'avoir accompli notre devoir historique.

Que chacun se charge de la responsabilité qui lui revient.

P.-S. — Quelques jours après avoir publié ce document, le nouveau Gouvernement s'est constitué avec la participation de la C. N. T. La gravité de la situation est augmentée et il est très difficile de dire maintenant quelle politique suivre celle tant méfiste du Gouvernement précédent. La présence de la C. N. T. obligera sans doute à des rectifications. Le mouvement libertaire a créé en Catalogne un Comité exécutif, avec la participation de la C. N. T., de la F. A. I. et des Jeunesses libertaires, afin de pouvoir travailler avec la rapidité que l'heure présente exige et afin d'imposer des sanctions à tous ceux qui n'accomplissent pas les accords des organisations.

Une fois de plus, le mouvement libertaire a dû se mettre à la hauteur des circonstances.

Les « Premier Mai » passés

Le Premier Mai, jour où la classe ouvrière proclame ses revendications, journée devenue un symbole de la lutte des classes, des aspirations des masses travailleuses à de meilleures conditions de vie, trouva son origine au cours d'un mouvement pour l'obtention de la journée de huit heures.

Depuis 1832, se déroulent une suite de grèves ayant comme but la diminution de la durée de travail. Cette année-là, eut lieu, à Chicago, une grève pour la journée de dix heures, grève suivie, l'année suivante par celle des tailleurs de Londres. En 1834, les tisseurs d'Angleterre entraient en conflit pour la journée de huit heures ; le bâtiment de Londres prenait également part à la lutte pour la réduction de la durée du travail. L'année 1834 voyait aussi la grande manifestation de rue d'une centaine de milliers d'ouvriers londoniens.

Un premier congrès ouvrier fut, en 1845, tenu à New-York, et la loi de dix heures était votée en 1847 en Angleterre, tandis qu'aux Etats-Unis, la journée était réduite de quatorze heures à onze heures. En 1866, les travailleurs des U.S.A., au Congrès de Baltimore, fondaient le parti ouvrier ; des prolétaires allemands émigrés en Amérique mettaient debout en 1870-71, l'Association internationale des Travailleurs.

Toute cette agitation devait aboutir finalement à la décision prise en 1884 par la *Federated Trades* — la Fédération syndicale des Etats-Unis et du Canada fondée en 1880 — de faire grève le 1^{er} mai 1886 pour obtenir la journée de huit heures. Cette décision prenait en compte ce qui avait été résolu en 1881 au Congrès de Pittsburgh. Il est vrai que la journée de huit heures avait été acquise dès 1869 par les travailleurs de certains établissements de Chicago, que, dans plusieurs Etats des U.S.A., elle constituait la journée légale.

Le 16 février 1886, à la suite d'un conflit, 1300 ouvriers furent congédiés par les usines Mac Cormick de Chicago. Des meetings en faveur des exclus se tenaient chaque soir. Le gouvernement, en présence de cette action, envoya quatre cents policiers armés, qui furent joints aux trois cents policiers privés réunis par la compagnie. Le dimanche qui précédait le Premier Mai, une réu-

nion de vingt-cinq mille personnes eut lieu ; les anarchistes Parsons, Schwab et Fielden étaient les principaux orateurs. Le 3 mai, la police ayant tiré sur les travailleurs réunis devant l'usine Mac Cormick, les militants du journal ouvrier *Arbeiter Zeitung* appelèrent la population à une réunion de protestation qui se tint dans la nuit du 4 au 5 mai ; quinze mille personnes y assistèrent. Spies, Parsons et Fielden prirent la parole avec d'autres orateurs. Après le meeting, les auditeurs s'étaient dispersés, une centaine de gendarmes en profitèrent pour se ruer, revolver en main, sur deux cents personnes encore présentes. Sur les policiers déchaînés fut, à ce moment, jetée une bombe qui en tua sept, en blessa une soixantaine.

Deux mille ouvriers furent arrêtés aussitôt après l'attentat, parmi lesquels les militants anarchistes Parsons, Schwab, Fielden, Spies, Lingg, Fischer, Neebe, Engel. Ayant réussi à éviter l'arrestation, Parsons, qui voulait supporter sa part de responsabilités, se présenta plus tard devant le tribunal. Les autorités virent dans l'attentat une possibilité d'entraver la marche du mouvement anarchiste aux Etats-Unis. Le lanceur de la bombe n'ayant point été retrouvé, elles libèrent les milliers d'arrêtés, conservant seulement les sept militants que nous venons de citer. Spies, Fischer, Engel et Parsons furent condamnés à mort, et exécutés le 11 novembre 1887. Lingg se suicida avec une cartouche de dynamite. La peine de Schwab et Fielden était commuée en prison perpétuelle ; celle de Neebe était de quinze ans de détention. Six ans plus tard, le procès était révisé, et l'on concluait à l'innocence complète des huit anarchistes. Tels furent les événements de Chicago qui entourèrent la manifestation originelle du Premier Mai.

Le Premier Mai 1890, la bourgeoisie parisienne, gagnée par la peur qui était propagée par une presse annonçant des événements graves, avait déserté la capitale. Une délégation de militants socialistes remettait à la Présidence du Conseil des pétitions demandant la réduction à un maximum de huit heures de travail journalier.

A Vienne, dans l'Isère, au cours de la dernière semaine d'avril, Louise, Michel et

Tennevin donnèrent à la salle du Théâtre une réunion qui groupa plusieurs milliers de travailleurs. Le Premier Mai, huit mille grévistes entendirent Pierre Martin faire le procès des exploiters de la classe salariée. A la sortie de la réunion, une bataille mettait aux prises la police et les ouvriers ; ceux-ci s'emparèrent d'une usine, et quatre cents mètres de drap furent gratuitement distribués aux nécessiteux.

Le Premier Mai 1891 devait être marqué par la sanglante fusillade de Fourmies et par la *Bataille de Cléry*. Des libertaires qui tentaient de se rendre en cortège de Levallois à Cléry, où des drapeaux noirs avaient été, dans la matinée, accrochés aux fils télégraphiques, se heurtèrent à la police. Une quinzaine de camarades réunis ensuite dans un débit de vins de Cléry, y chantant la « Carmagnole », furent attaqués à coup de feu par les agents, et se défendirent... Des trois militants arrêtés en cette occasion, deux, Decamps et Dardare, furent condamnés à des années d'emprisonnement.

Ce même Premier Mai, à Fourmies, les ouvriers de l'usine « Le Fourneau », en grève pour une augmentation de salaires, essayaient de déboucher leurs camarades d'une autre usine. Huit arrestations ayant été opérées, la population vint réclamer les prisonniers. Vers la fin de l'après-midi, les autorités, toutes dévouées au ministre Constans, n'hésitèrent pas à faire tirer la troupe, et les balles, abattant quatre-vingts personnes, firent dix morts, dont un enfant de onze ans.

En 1906, bien que de grosses forces répressives fussent concentrées dans la capitale, une importante manifestation ouvrière y eut lieu.

Après guerre, la classe ouvrière obtint le vote de la loi de huit heures, et le Premier Mai vit, en 1919, 1920, 1921, de grandes démonstrations.

Souhaitons que les prolétaires de la Confédération Générale du Travail échappent à la mainmise des partis politiques, affirment au cours des futurs Premier Mai une volonté puissante de libération.

G. ROLLET.

CHAQUE CHOSE EN SON TEMPS

La C. N. T. n'est pas représentée dans la délégation qui va en Russie pour le 1^{er} mai

De la Soli du 21 avril, nous publions l'article suivant qui fixe catégoriquement la position de la C. N. T., en ce qui concerne la délégation espagnole se rendant en Russie pour le Premier Mai.

Sous le prétexte d'une délégation qui, au nom de divers organismes, se dispose à partir pour la Russie pour assister aux fêtes du prochain Premier Mai, certains en sont revenus, nous ne savons pour quelles raisons, à employer des équivoques, en ce qui concerne une participation présumée de la C. N. T. à ladite délégation. En parlant du voyage en question et en donnant les noms des personnes désignées pour y participer, on ajoute celui d'un ouvrier qui représenterait un syndicat de la C. N. T. Et même un journal d'hier — 20 avril — publiait une espèce de reportage avec le résumé d'un délégué de la C. N. T. qui va en Russie pour assister aux fêtes du Premier Mai.

Cela ne peut moins faire que de nous étonner, puisque aucun organisme confédéral n'a conféré à qui que ce soit une telle représentation et n'a autorisé personne à visiter la Russie au nom de l'organisation. Quant au Syndicat Sidérométallurgique de la C. N. T., auquel il est fait allusion, il a un intérêt spécial à répondre qu'il n'a conféré de délégation d'aucune sorte à la personne indiquée en l'article du journal.

En faisant cette mise au point, nous voulons éviter que personne ne s'attribue indûment et d'aucune façon, la représentation de notre organisation, ni que d'autres, non autorisés par elle, se l'octroient d'eux-mêmes. Ce n'est pas la première fois que sous prétexte de voyages en Russie, on se livre à l'équivoque avec de prétendus représentants de notre mouvement qui font des déclarations et prononcent des conférences.

Nous espérons que ce sera la dernière fois que nous devrons faire de telles mises au point, ce que nous faisons seulement par hommage à la vérité et, bien entendu, sans le moindre dommage pour le grand peuple russe dont nous admirons hautement la sincère adhésion à notre cause.

L'Andorre doit respecter le droit d'asile

Le triste exode des miliciens et paysans espagnols, contraints de franchir la frontière pour ne pas tomber aux mains de Franco, a mis en lumière un aspect particulier du drame espagnol qu'il convient de dénoncer avec vigueur.

Il s'agit de l'Andorre, qui grâce à son esprit particulariste et à certaines habiletés de Franco, est, à l'heure actuelle, imprégnée du plus pur esprit fasciste. Alors que les réfugiés espagnols peuvent encore entrer en France, l'Andorre, aidée des gardes mobiles français, prétend leur interdire l'entrée sur son territoire, sous le prétexte spécieux que cette république d'anarchistes ne l'intéresse pas. Il s'ensuit donc que les malheureux qui n'auront d'autre solution pour fuir le massacre que de franchir la frontière andorranne, seront impitoyablement refoulés vers leurs assassins, et cela sous la protection tutélaire de l'armée française.

Ce n'est pas tout. Les fascistes espagnols établis à Perpignan n'entendent pas que la curée ait lieu sans eux. Le 16 avril deux cars pleins de ce joli monde sont partis vers l'Andorre. Car si l'on traque les antifascistes espagnols, et si on ne leur accorde que des passeports visés pour aller seulement lorsqu'ils désirent se rendre en Espagne, ces messieurs les fascistes, eux, ont pignon sur rue, ce qui leur permet de résider tranquillement à Perpignan, et ils circulent et voyagent à leur gré, avec tous les papiers nécessaires, et la protection respectueuse des autorités françaises.

Nous pensons qu'il y a là un scandale à dénoncer. Un assassinat est en train de se commettre avec l'assentiment de notre « République ». Si nous n'avons pas su l'empêcher, tâchons au moins qu'il ne nous déshonore pas complètement. La non-intervention de l'Andorre, est, comme la nôtre, à sens unique. N'oublions pas que l'Andorre est sous la double suzeraineté de la France et de l'Espagne et qu'il suffirait que nos gouvernants interviennent pour que cesse ce mépris du droit d'asile qui risque de coûter la vie à d'innombrables réfugiés.

Nous replier ou nous déployer ?

Il faut bien insister. Il le faudra longtemps. Les vérités essentielles sont répétées depuis des siècles et elles n'ont pas encore pénétré dans les cerveaux, ni surtout dans les cœurs. Quoi d'étonnant que nous répétions à notre tour, d'une façon plus ou moins monotone, plus ou moins originale, nos vérités qui datent d'il y a des siècles ? J'ai écrit que l'esprit humain ne peut pas se satisfaire de négation éternelle. Comme le corps, il se repaît de substance. Cela entre dans la réalité de toutes les phases de l'évolution. Si sur toute la surface du globe, malgré la différence des latitudes, du monde physique, du progrès ou de la stagnation matérielle, l'espèce humaine a inventé des religions, c'est parce que son imagination ne pouvait pas comprendre et sa sensibilité ne pouvait pas supporter le vide. Et le primitif a créé les esprits, a donné la vie à la mort, le civilisé a créé les Dieux, la plupart des êtres ont peuplé le vide des cieux.

Les causes profondes de la religion ont une caractéristique psychologique que nous ne pouvons pas dédaigner. Cette caractéristique réapparaît et réapparaîtra toujours, en dehors de la dériviation religieuse. Pourquoi le réformisme a-t-il triomphé dans le socialisme, pourquoi le coopératisme s'est-il étendu, pourquoi le syndicalisme réformiste, corporatif, révolutionnaire a-t-il pu se développer avec plus de succès que l'anarchisme ?

Nous pouvons trouver plusieurs explications. La principale est pour les tendances non révolutionnaires qu'elles ne demandaient pas le sacrifice constant de la tranquillité, de la liberté, de la vie. Mais il en est une autre qui est peut-être, quoique moins visible, aussi importante. C'est que ces courants permettaient de réaliser quelque chose. Oh ! certainement, ce qu'on faisait, ce qu'on a fait est bien peu en regard de ce qu'il faut faire. Mais entre lutter pour une réalisation totalitaire que l'on sent très lointaine et réaliser, même partiellement, tout de suite, les hommes et les femmes ont préféré faire ce qu'ils pouvaient.

Besoin de réaliser toujours, besoin de créer, impossibilité absolue de ne vivre que de critique et de regarder une étape pro-

longée de l'existence comme un demi-siècle d'attente, où on se limiterait à combattre la société existante sans rien faire de mieux. Si le fascisme a triomphé en Allemagne, c'est parce qu'il a profité de la réaction des masses contre l'incapacité créatrice du marxisme, au moment où il devait transformer de fond en comble la structure de la société. Et il peut, et il pourra s'étendre, dans la mesure où ces mêmes courants de rénovation s'avèreront incapables de tenir leurs promesses.

Réaliser : tel est le besoin permanent, éternel des peuples, et surtout des peuples occidentaux qui ne pourront jamais, sans décroître, cesser d'agir.

L'anarchisme supposait-il ce vide prolongé, cette absence de création, cette posture négative unilatérale qui va de la naissance de la doctrine à l'heure historique d'une réalisation intégrale et totalitaire ? Il est possible de répondre oui, comme il est possible de répondre non, car aucune idée n'est interprétée d'une façon unilatérale. Mais si nous prenons les faits qui ont marqué son début, nous nous apercevons que nos meilleurs théoriciens n'ont pas conçu ainsi ni leur tâche, ni la nôtre.

Proudhon a toujours demandé le « crédit gratuit » pour que chacun puisse, sans délai, se libérer de l'exploitation de l'homme par l'homme. Presque toute sa vie il a été hanté par ce projet qu'il a voulu mettre en pratique avec des moyens quelquefois discutables. Sa Banque du Peuple, qui échoua par un concours de circonstances, n'avait pas d'autre but.

Bakounine, dont on connaît la puissance de démolition, travailla avec acharnement, au sein de la Première Internationale, ainsi que tous les militants et les penseurs qui le suivirent, à l'organisation du mouvement ouvrier.

J'ai déjà dit qu'il avait été le véritable créateur de l'activité syndicaliste révolutionnaire qui n'était pour lui — et qui ne doit être pour nous — qu'un aspect de la pensée et de l'action anarchiste. En même temps qu'il démolissait toutes les formes de l'autorité, il construisait les conceptions libertaires, en même temps qu'il attaquait tous les modes d'exploitation, il traçait des pro-

grammes, indiquait des chemins, créait des moyens de réorganisation sociale.

On ne trouve pas, chez Kropotkine, une activité créatrice aussi directe, aussi matérialisée. Mais c'est dans son œuvre théorique que nous puisons le plus profondément l'essence constructive et réalisatrice de nos idées. Son étude méticuleuse des courants créateurs de l'histoire nous pousse logiquement à développer les réalisations limitées qu'il signale. Dans la dernière partie de *L'Entr'aide* qui a, pour moi, autant de valeur pour l'anarchisme que *Le Capital* pour les socialistes, mais qui est infiniment plus profond car il fonde le socialisme libertaire sur la biologie — et la sociologie n'est qu'une partie de la biologie, — Kropotkine signale toutes les réalisations spontanées qui confirment la tendance créatrice avec laquelle il marche. C'est sur le labeur de l'humanité, non sur la critique qu'il a fait reposer les principes du socialisme libertaire. Et dans sa *lettre à Atabekian* qui est, je crois, le dernier document que l'on possède de lui, il voyait dans le mouvement syndical et dans le développement des coopératives (sur-tout, disait-il, des coopératives comme celles de Russie), (1) de puissantes possibilités annonciatrices du socialisme antigouvernemental.

L'anarchisme de la Première Internationale ne prétendait donc pas attendre d'avoir convaincu tous les hommes ou une partie suffisante pour faire la révolution sociale, sans faire pendant ce temps, une besogne doublement nécessaire, car elle est indispensable à tout esprit normal, et à la préparation effective de la révolution. Les persécutions ont interrompu cette besogne, en dissolvant la Première Internationale, en poursuivant les organisations ouvrières. Puis, dans cette situation, l'esprit critique s'est cristallisé, a prédominé. Les intellectuels nihilistes sont apparus, l'individualisme s'est développé. Et en marge, les petits courants se sont formés, qui répondaient le plus souvent à ce besoin de faire. Mais l'œuvre d'ensemble a été abandonnée.

Nous nous condamnons nous-même à mort. Un mouvement ne peut grandir qu'à condition de se mêler à la vie, pour l'assimiler, pour la conquérir. Se replier sur soi-même dans la stérilité ou se déployer dans la fécondité ? Tel est le choix que nous devons faire. Et dans l'histoire, ce sont toujours ceux qui se sont lancés hardiment à la conquête de la vie, quand la leur dépendait

(1) Il se rapportait à celles que les bolcheviques détruisirent pour créer un coopératisme d'Etat semblable à celui des nations fascistes.

du milieu ambiant, qui ont pu triompher.

Le plus puissant mouvement anarchiste que nous ayons, est celui d'Espagne. Il est vrai que la psychologie de la race ibérique se prête, plus qu'aucune autre, à l'acceptation de nos idées. Mais une analyse de ce mouvement nous permet de voir que, depuis sa naissance, les théoriciens, qui furent presque tous des combattants, l'ont maintenu dans le peuple. L'anarchisme s'est surtout appliqué à constituer un mouvement syndical, à gagner, à assimiler les masses. Et quand il a fait œuvre intellectuelle, ses publications ne sont jamais tombées dans la fantaisie littéraire ou dans le dilettantisme philosophique.

Et pourtant, les persécutions qui sont une des explications de l'oubli d'action constructive pour la France, l'Italie, l'Allemagne et du développement de l'individualisme ont été en Espagne, cent fois plus grandes que dans ce pays. Mais au fond de l'âme espagnole, âme faite de foi, il y avait toujours la volonté de faire la révolution, de construire la société nouvelle. Et c'est parce qu'on croyait à cette possibilité qu'on a continué la lutte.

Les anarchistes ne peuvent espérer réaliser leurs idées que dans la mesure où ils seront capables, où ils auront la volonté de faire une semblable besogne. De faire plus encore, car il leur faut pénétrer dans toutes les organisations susceptibles d'être des moyens d'émancipation humaine. Qu'importe les défauts, les impuretés qui s'y trouvent ! C'est précisément pour cela que notre action est nécessaire.

Très souvent les concessions faites à nos idées ne seront pas si graves que l'on ne suppose, si nous pénétrons bien cette conclusion théorique de *L'Entr'aide* et d'autres études kropotkiniennes : toute organisation, toute activité qui ne prend pas sa source dans l'Etat, qui se réalise par elle-même, est, quoique inconsciemment, foncièrement libertaire. En y prenant part, nous éviterons ou nous limiterons l'intervention gouvernementale qui tend à grandir, les déviations autoritaires internes. Nous pourrions créer une compréhension théorique de la réalité pratique, préparer des facteurs de reconstruction sociale sans l'existence desquels la révolution ne pourra jamais être entreprise, et démontrer que nos idées sont applicables, et appliquées.

Si l'anarchisme militant ne veut pas faillir à sa tâche, ce doit être précisément son œuvre que de donner à toutes ces forces sociales conscience d'elles-mêmes : ce doit être son œuvre que de se situer spirituellement au-dessus de leurs visions trop limitées, de leurs petites rivalités, de leurs sectarismes

et de les guider, du dedans, vers une compréhension plus large, ample, totale, biologique de la vie. Qu'importe que les unes, comme le coopératisme, ne soient pas partisans de l'action révolutionnaire, si les forces des autres sont suffisantes pour mettre en marche la révolution dans laquelle les coopératives apporteraient leurs formidables possibilités ? Qu'importe que telles ou telles sociétés scientifiques prennent la même position si elles sont décidées à se maintenir en marge de l'Etat et à contribuer, demain, à construire une société sans privilèges et sans castes autoritaires ?

L'autorité est partout, mais l'anarchie, l'esprit libertaire est aussi partout. Et l'homme continue à préférer se commander lui-même que d'être commandé par les autres. Mais il faut le comprendre. Il faut mouler notre action sur cette réalité. Il faut apparaître aux yeux du monde comme des réalisateurs, et conséquemment, il faut travailler dans toutes ces créations de la vie qui sont essentiellement favorables à nos idées, et qui ont dévié surtout parce que nous les avons abandonnées, exigeant pour les autres une perfection que nous sommes souvent loin d'offrir nous-mêmes.

Nous y gagnerons objectivement, en multipliant nos moyens de transformation sociale. Et nous y gagnerons subjectivement, par une pénétration plus profonde de l'existence et de l'humanité.

Se replier, ou se déployer. Attendre que les autres viennent à nous, ou aller les chercher. Attendre que la vie entre dans notre mouvement, ou faire entrer notre mouvement dans la vie, dans tout ce qui est, par son essence, ses principes, son action ou les circonstances, susceptible d'être influencé par nous.

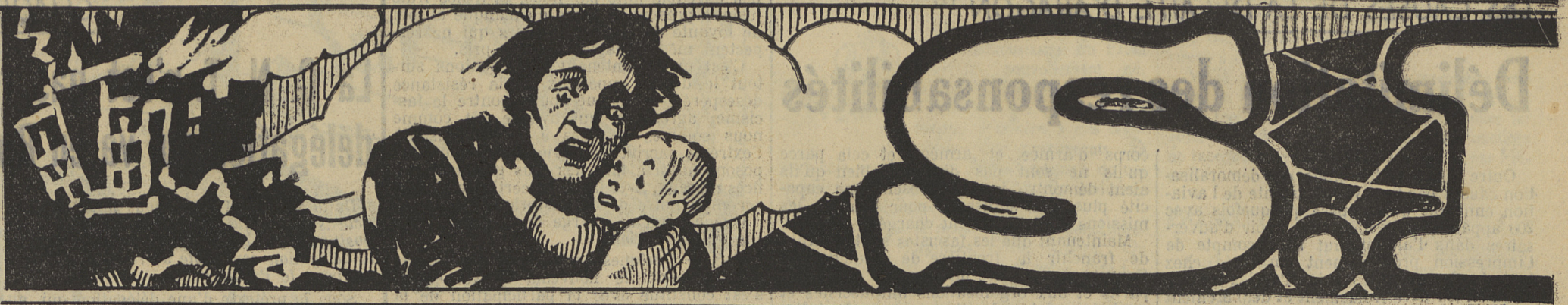
Si nous avions agi ainsi, par rapport aux syndicats ; si la plupart des forces de l'anarchisme français s'étaient unies aux travailleurs organisés pour les orienter, la trahison de 1914 et les défaites qui ont suivi n'auraient pas été possibles. Si au lieu d'abandonner les coopératives nous y avions adhéré pour défendre l'essence même du coopératisme qui est nettement anarchiste, c'est encore un instrument puissant dont nous disposerions aujourd'hui.

Ce n'est qu'à la condition d'agir ainsi que nous pourrions cesser un jour d'être éternels oppositeurs de l'ordre, ou du désordre social établi. Sinon, pas un espoir n'est fondé, et jamais nous ne serons que quantité négligeable par le nombre autant que par la qualité. Car les hommes intelligents et les masses ayant du sens commun n'adhèrent pas à ce qui se condamne soit même à ne jamais sortir de la théorie.

MAX STEPHEN.

Les mineurs anglais abandonneraient le salaire d'une journée au profit de l'Espagne ouvrière.

Qu'attend notre C. G. T. pour, au moins, en exiger autant de tous ses syndiqués ?



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Tout pour eux !

L'heure est-elle venue pour S. I. A. de modifier son attitude, de considérer que ce qui se passe en Espagne n'a pas plus d'importance que n'en ont les événements qui se produisent dans le reste du Monde ? Et faut-il que S. I. A., se préoccupant, dès maintenant, un peu de tout, n'exerce surtout pas sa solidarité qu'en faveur de l'Espagne révolutionnaire ?

Notre réponse, à nous, est déjà faite. Notre S. I. A. persistera dans la voie qui lui a été tracée ; son secrétariat ne faillira point au mandat qui lui a été donné, qu'il n'ait accepté, d'ailleurs, qu'à la condition expresse que « l'aide immédiate à l'Espagne » serait le grand souci de la S. I. A., pour ne pas dire le seul, aussi longtemps que les copains espagnols se trouveraient aux prises, avec leurs ennemis de classe, dans une mêlée sociale d'une pareille envergure.

Nous avons écrit, en novembre dernier, au moment de la création de la S. I. A., ces lignes :

« Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour porter secours aux victimes du fascisme mondial ; mais tant que les événements d'Espagne seront ce qu'ils sont, tant que les antifascistes espagnols soutiendront cette lutte surhumaine contre Franco et contre des secteurs politiques plus désireux d'imposer leur détestable hégémonie que de participer loyalement à la défaite de l'ennemi commun, Solidarité Internationale Antifasciste se consacrera exclusivement à la défense de l'Espagne ouvrière. »

Notre premier manifeste, signé des membres du Comité de patronage, déclarait :

« Comme les événements le commandent, Solidarité Internationale Antifasciste se doit d'aider d'abord, et avant tout, les antifascistes espagnols pour qu'ils résistent victorieusement aux hordes de Franco, la défaite du fascisme en Espagne devant inévitablement, d'ailleurs, entraîner la déroute du fascisme international. »

Et notre brochure explicative ajoute également :

« Nous devons dire aux uns et aux autres que si le gros de nos efforts est en ce moment plus spécialement porté sur un point du globe, c'est parce qu'il faut toujours courir au plus pressé, là où le fascisme est le plus menaçant. Aide immédiate à l'Espagne ! Oui, parce que c'est là-bas que le fascisme cause les plus grands ravages ; c'est là-bas que les antifascistes lui résistent le plus courageusement ; parce que c'est en Espagne que le fascisme international risque d'être défait une fois pour toutes. »

Des camarades dirigeants de la C. N. T., de la F. A. I., de la S. I. A. internationale, nous ont fait des remontrances ; chevaleresques à l'extrême — ils en avaient le droit, eux — ils ont demandé à différentes reprises que la section française de la S. I. A. se penche sur d'autres douleurs, panse d'autres blessures, et ne donne pas tous ses efforts pour la seule Espagne.

Nous avons refusé de les écouter.

Est-ce à dire que, en certains cas, nous n'ayons pas agi, apporté notre solidarité à des exilés, secouru tel ou tel ? Nos livres font foi du contraire. Plusieurs dizaines de milliers de francs ont été dépensés afin de satisfaire à cette sorte d'entraide.

Mais, nous nous refusons à distribuer aux proscrits de toute obédience, de toute nationalité qui frappent à notre porte, ce qui est collecté dans le but de secourir les combattants espagnols et leur famille.

On nous en fait un crime dans certains milieux français plus enclins au débinage systématique qu'au travail pratique.

Nous passons outre !

Et puisque, par de venimeuses attaques qui cachent mal le dépit et la jalousie, l'on nous a contraint de fournir ces explications, nous irons jusqu'au bout de notre pensée.

Serions-nous plus riches que nous ne pourrions pas, pour l'instant, verser beaucoup plus aux hommes qui, repoussés de partout, se réfugient en France. Nous ne nions point qu'ils ne soient intéressants, mais si vous connaissiez les infortunes incalculables qui, rien qu'en Catalogne, sont le lot de chaque famille !

Les camarades « étrangers » qui résident en France savent qu'ils peuvent compter sur nous. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de leur prouver que notre amitié ne se satisfait pas de mots, si le gouvernement français ose leur appliquer le code scélérat qui serait en préparation.

Mais l'existence des compagnons qui se battent, depuis près de deux années, avec un cran admirable, contre l'affreuse réaction mondiale qui a juré leur perte, est autrement pénible que celle des proscrits. Ils sont le dos au mur, maintenant. Farouchement, ils tiennent. Jusques à quand résisteront-ils ? Jamais leurs S.O.S. n'ont été plus déchirants, que ce soit pour eux afin d'avoir des armes, ou que ce soit pour leurs enfants qui n'ont même pas de pain, pour les tout-petits qui n'ont même pas de lait.

Et c'est à une heure aussi atroce pour nos frères ibériques que l'on nous fait un procès sous le prétexte que nous ne tiendrions pas une balance égale entre ceux-ci et ceux-là, sous le prétexte que nous ne distribuerions point tant par ici, tant par là.

Pour notre défense, et au risque d'aggraver notre cas, nous répondons : TOUT POUR L'ESPAGNE !

Le Secrétariat de la S. I. A.

Où en est l'amnistie en Espagne ?

Il nous faut avouer que l'on nous interroge assez souvent sur le sort qui a été réservé, ces derniers temps, aux antifascistes espagnols enfermés dans les prisons républicaines de Madrid, de Valence, de Barcelone.

Tous les bruits, les plus optimistes, ont couru à ce sujet.

Il y a trois semaines environ, nous recevions de Barcelone, un matin, un coup de téléphone par lequel on nous annonçait que tous les emprisonnés politiques seraient élargis le soir-même.

Cette nouvelle n'a pas été confirmée. Nous avons su que les portes des prisons s'étaient ouvertes devant quelques antifascistes ; que des camarades de langue italienne, par exemple, avaient été libérés. C'est tout. C'est peu, direz-vous. C'est également notre avis. Et nous ne nous gênons pas de le faire savoir à la S. I. A. internationale, lui déclarant que nous ne comprenons pas que tout ne soit pas mis en œuvre pour en finir avec cette question délicate... et irritante pour les partisans de la liberté que nous sommes.

Quête pour les hommes libres d'Espagne

Prenez sur votre pain et prenez sur vos cœurs.
Du plus profond de l'homme une voix vous appelle
Qui dit : « Sois la pitié, sois l'aide fraternelle
« Qui change en grains de blé l'obscur soleil des pleurs. »

Donnez : un peuple a faim, dont l'effort est sublime.
Donnez : un peuple meurt d'engendrer l'avenir.
Donnez pour qu'un enfant, en mangeant, vous redime
Du crime où vous voyez vos despotes s'unir.

Donnez pour vous sauver par le salut des autres,
Pour abattre la guerre et grandir vos destins ;
Pour conserver à l'homme, en nos jours incertains,
Ton peuple, ô Liberté ! tes héros, tes apôtres.

Donnez pour rendre, libre, à ses fils les meilleurs,
A l'esprit qui l'éclaire, au sang qui la féconde,
L'Espagne où Don Quichotte oppose aux imposteurs
Le rêve le plus haut dont s'ennoblit le monde.

Donnez ; donnons afin d'être, un jour, pardonnés
D'avoir, pour nous garder, souffert le sacrifice
De ceux qui sont tombés en fondant la justice...
Contre notre égoïsme et nos remords, donnez !..

Donnons pour alléger un peu notre misère
D'une paix sans repos, sans clarté, sans grandeur.
Donnons pour mériter le lointain rédempteur
Que forme, en son malheur, l'Espagne libertaire.

Georges PIOCH

Voilà les faussaires !

Les lecteurs de cette page, les adhérents à la S.I.A., savent avec quel parti pris, avec quelle effronterie, et par quels procédés, les stalinien s'acharnent contre la section française de notre S. I. A.

Ils nous ont accusés des pires choses. Et aussi d'être des faussaires, c'est-à-dire d'utiliser dans notre Comité de patronage les noms de personnalités qui n'auraient point donné leur acceptation. Nous avons déjà répondu et prouvé que les bolchevistes mentaient.

Mais aujourd'hui, ce sont eux que nous prenons la main dans le sac.

Les stalinien s'espagnols ont essayé d'organiser récemment en Espagne ce qu'ils appellent un Congrès de la Solidarité. Pour donner du reluisant à celui-ci, ils ont enrôlé toutes les individualités en vue ; ils avaient même été un peu fort puisqu'ils avaient annoncé que David Antona, Federica Montseny et Mariano Vazquez étaient membres du Comité organisateur dudit Congrès.

C'était faux. Et les trois documents suivants, s'ils démontrent que dans l'art du maquillage les stalinien s sont passés maîtres, ils démontrent également que les maquillages même bien faits laissent parfois apparaître la vraie figure.

Barcelone, 5 avril 1938,

Au Conseil National
de la section française de la S.I.A.

Chers Camarades,

Ci-joint, je vous envoie une copie de la traduction en Espagnol d'un des articles paru dans un journal français : « L'Unité ».

C'est un véritable modèle d'effronterie de la part des éléments du Secours Rouge International. Cet article est tout un mensonge.

En plus de profiter des noms de nos camarades qu'ils n'ont même pas consultés avant de les enrôler dans le Comité de parrainage, ils écrivent que la S.I.A. participe au Congrès annoncé, malgré que notre section espagnole ait refusé catégoriquement, après avoir exposé les raisons qui la poussaient à ne pas accepter cette invitation.

Tandis qu'on attaque sans pitié la section française de la S.I.A., on veut, en même temps, utiliser la section espagnole pour donner de l'éclat et de la valeur à des activités spéciales. Vraiment, c'est le comble !

HERRERA

Pour le Conseil Général
de la S.I.A. Internationale,

Barcelone, 14 avril 1938,

Au Conseil National
de la section française de la S.I.A.

Chers Camarades,

Nous nous référons à notre précédente lettre qui concerne la façon d'agir, à notre égard, du Secours Rouge International.

Nous vous avons déjà signalé que ses dirigeants se sont comportés d'une manière indigne, utilisant, sans y avoir droit, le nom de notre organisation et celui de camarades antifascistes très connus. Maintenant, nous avons en mains les preuves de l'utilisation illicite du nom de Mariano Vazquez. Afin que vous soyez documentés à ce sujet, nous vous joignons copie de la lettre que le secrétaire général, de la C.N.T. vient d'adresser au Secours Rouge International.

HERRERA

Pour le Conseil Général
de la S.I.A. Internationale,

Barcelone, 8 avril 1938.

Au Secours Rouge International

Chers Camarades,

Je suis obligé de vous faire savoir que vous ne devriez pas compter sur ma collaboration pour le Congrès populaire de solidarité. La Confédération Nationale du Travail ne désirant pas intervenir dans celui-ci, il ne m'appartient pas d'y collaborer personnellement.

Je profite de cette occasion pour vous manifester combien il m'est désagréable de constater que, suivant de vieilles coutumes, vous employez des méthodes de propagande bien peu loyales. J'ai appris, en effet, que vous aviez inclus mon nom sur la liste du Comité de patronage de votre congrès. Vous avez, en ce sens, outrepassé vos droits, et je vous prie instamment de remédier à cette situation en faisant savoir publiquement que je ne participe aucunement à l'œuvre que vous envisagez.

MARIANO VAZQUEZ.

Pour le Comité National de la C.N.T.

Nos camarades David Antona et Federica Montseny ont protesté de leur côté contre l'utilisation abusive qui a été faite de leur nom. Un secrétaire du Secours Rouge International a répondu qu'il regrettaient, qu'il ne recommenceraient plus et qu'il ferait la mise au point exigée. Il ressort de tout cela que l'astuce des bolchevistes est partout la même. Ici, ils déclarent que la S.I.A. est complice de la 5^e colonne qui a rendu tant de services à Franco, Hitler et Mussolini, que les adhérents à la S.I.A. sont des agents camouflés du fascisme ; là-bas, en Espagne, ils recherchent la collaboration de cette même S.I.A.

Comme ils exagèrent en tout, qu'ils mentent constamment, ce serait bien le diable si nous n'arrivions pas, un jour, à les confondre.

Les Conférences-filmées

La troisième tournée et la quatrième

Notre ami Huart, après avoir présenté ses films et fait sa conférence à Villefranche, Nice et Cannes, les 27, 28 et 29 avril, partira pour l'Algérie où il doit accomplir une vaste tournée de propagande qui durera jusqu'au 10 juin. Nous en indiquerons l'itinéraire et les modalités d'organisation dans huit jours.

Une quatrième tournée est en préparation qui aura lieu dans le Centre de la France à partir du 15 juin. Elle débutera par Vierzon, Mehun-sur-Yèvre, Fobey, Bourges ; elle continuera par Montluçon, etc... Que les camarades qui désirent la faire passer dans leur localité veuillent bien nous écrire au plus tôt.

L'abondance des matières nous fait repousser à la semaine prochaine la fin du compte rendu de la deuxième tournée, celle qui se déroula en Bretagne à la satisfaction de tous.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

AVIS !

Nous prévenons les responsables des sections de la S. I. A. que nous n'insérerons que les communiqués qui nous sont adressés chaque semaine pour le journal en cours. Il faut donc qu'ils nous écrivent chaque fois qu'ils désirent faire annoncer quelque chose dans les pages de la S.I.A.

CRETEIL. — Grande conférence filmée, mardi 3 mai, à 20 h. 30, salle du Cinéma Régina, Grande-Rue, Orateurs : Patoni.

STAINS. — Grande soirée suivie de bal, organisée avec le concours de la Muse Rouge, au profit du peuple espagnol, samedi 21 mai, à 20 h. 30, salle du « Va et Vient », boulevard Maxime-Gorki.

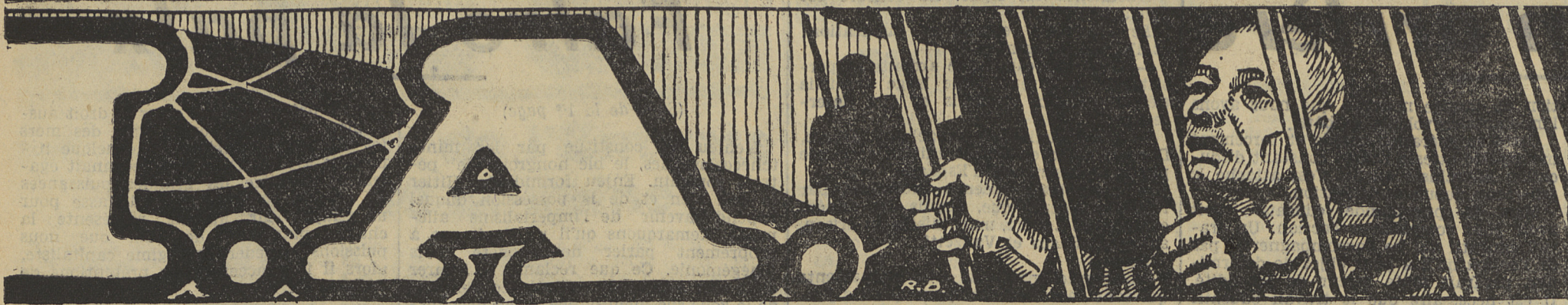
VALENTON. — Réunion, vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle du Coteau. Orateurs : Chazot et Jaquier.

VERT-GALANT. — Meeting, samedi 7 mai, à 20 h. 30, salle Léonard.

PONTOISE. — Conférence filmée, jeudi 12 mai, à 20 h. 30, Cinéma Excelsior, rue de la Bretonnerie.

MARSEILLE. — La section de Marseille organise en collaboration avec le comité régional des sections espagnoles, une grande fête de solidarité franco-espagnole, pour l'après-midi du dimanche 8 mai, Maison de la Culture, 68, rue Sainte. Camarades antifascistes, retenez cette date.

TROYES. — Permanence tous les mercredis à 20 h. 30 à l'Hôtel de Ville, salle 191, 3^e étage ; prendre l'escalier de la Justice de Paix.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

La condición de la victoria

Nos mueve, al escribir estas líneas, un imperativo de conciencia, la angustia honda que la situación atravesada por España nos causa, la inquietud por su suerte. Porque no somos de los que se embarran de palabras, que viven de entusiasmo pueril, sino de realidades escuetas. El entusiasmo forma parte de la realidad, es un factor psicológico que desempeña su papel. Pero este papel es bueno o es malo, según los casos. No basta creer en la posibilidad de vencer. Hace falta organizar materialmente esta posibilidad. El entusiasmo basado en la ilusión se desvanece con los contratiempos, y además la ilusión hace perder las batallas, porque éstas no se ganan con certidumbres morales, si no van respaldadas por una acción eficaz y con armamento.

Armamento, no dejamos de recordarlo desde hace tiempo, y no nos hemos descuidado para que se tuviera. Pero repetimos que no basta el armamento. Si no se utiliza debidamente, si la política, el partidismo imperan por encima de las necesidades de la guerra, por muchas armas que se reciba, la guerra se perderá fatalmente.

La censura, precisamente porque está en manos de los que hacen partidismo, no permite en España publicar estas cosas. Pero la situación es tan seria, que ha llegado el momento de clamarlas.

Se han producido recientemente dos hechos que hacen pensar que no se rectifica la trayectoria derrotista del partidismo. Uno, es el desastre del frente de Aragón. De éste nos ocuparemos en primer lugar.

Los datos que se van teniendo al respecto confirman que la política es mucho más responsable de lo ocurrido que la falta de armamentos. La parte por donde empezó el ataque estaba sin fortificar, con pocas armas, y el jefe de ese sector, Yoldi, advirtió, del hecho al «mando único», que tanto se ha reclamado, y que existe, pero no para la suerte de nuestras armas. Este mando único no hizo caso, y como por casualidad, fué por ese sector, sin fortificaciones ni armas — aunque había decenas de miles de guardias provistos de buenos fusiles y ametralladoras en la retaguardia — por donde se produjo el ataque.

Otras cosas podríamos decir, infinitamente más graves, sobre lo ocurrido en Aragón. Pero vamos a referirnos ahora a la situación política del centro de España.

Por haber quedado aislado de Cataluña, la parte más importante de la España antifascista, ha quedado, por orden del gobierno, bajo el comando del general Miaja, que asume la responsabilidad de toda la vida civil y militar.

El general Miaja es comunista, y acaba de nombrar, como comisario político, a otro comunista, que nunca se significó por su imparcialidad para con los otros partidos: Jesús Hernández.

Indudablemente este nombra-

miento viene impuesto de afuera. Pero no responde a ninguna realidad de la situación política española. El partido del comisario político tiene poquitas fuerzas, y por añadidura esas fuerzas no son nada seguras, porque han adherido recientemente, viniendo de todos los campos no revolucionarios, a un sector que tomaba por lema la lucha contra las colectivizaciones. Les interesó el lema, y nada más.

¿Cómo es que se encarga a un solo partido la responsabilidad suprema de la más vasta zona antifascista, en la cual va la capital misma del país? ¿Y cómo, al partido que más se ha distinguido en su lucha contra las otras fracciones?

Afirmamos que no es posible vencer en tales condiciones, que la politiquería desgasta, anula, malgasta las fuerzas de resistencia, que ella nos hace tanto daño como el fascismo, y es el principal instrumento de su triunfo.

El gobierno simultáneo de los distintos partidos disminuía en parte la agresión permanente a determinadas fracciones. Esta agresión va a tener ahora las manos absolutamente libres. Y el resultado será, o una reacción violenta de los agredidos, que son los sectores más poderosos (socialistas revolucionarios, largo-caballeristas de la U.G.T., anarquistas, C. N. T., etc.), o estos sectores soportarán, como lo han hecho hasta el presente, todos los atropellos, pero la lucha contra el fascismo quedará debilitada en grado sumo, por falta de unidad.

Además, es de temer que se repita lo que tantas veces ha ocurrido en los frentes del Centro, mientras el partido que ahora tiene en manos los resortes del poder, dominó en el ejército: que las unidades no afectas a su criterio carezcan de armas, sean sacrificadas en los ataques ordenados adrede a pecho descubierto mientras los tanques y los armamentos auxiliares duermen en las trincheras de los afines. Demasiados hombres han caído así, demasiadas batallas se han perdido.

El rumbo no es éste. Este rumbo tomado ahora, corregido y ampliado, no puede más que conducirnos al fracaso después de la sangría. Parecería ser que se manda armas a España únicamente para hacer diezmar sus hombres, pues al mismo tiempo se las emplea en tal forma que la guerra se prolonga, la matanza se agrava, y se pierde terreno.

Hay que rectificar. Es la condición de la victoria. Si no se rectifica, lo repetimos, nada se puede esperar. Nada, fuera del sacrificio de un pueblo por unos y por otros.

Nosotros cumpliremos nuestro deber hasta el fin. Y nuestro deber es ayudar a los que sufren y mueren, auxiliarnos para que su sacrificio no sea inútil. Auxiliarnos contra los que los atacan de frente y los que por no sabemos qué aberración, facilitan el triunfo de los atacantes.

LLAMAMIENTO DE LA S.I.A. ESPAÑOLA

El Consejo de la sección española de la S.I.A. nos ha lanzado el siguiente llamamiento:

A todos las antifascistas del mundo

DEFENDE VUESTRAS VIDAS!

¡Demócratas, trabajadores, antifascistas del mundo! No queremos perder la última esperanza. Ya no recurrimos a los Estados, ni a los gobiernos, por demócratas que se llamen. Sabemos que entre todos han decretado nuestra sentencia a muerte, y no apelaremos a conciencias embotadas por la insensibilidad y la cobardía. Hace cerca de dos años que los pechos inermes de los antifascistas españoles están parando generosamente la ola de represión que amenaza hundir al mundo otra vez en la barbarie.

Sólo una razón muy poderosa puede permitir este acontecimiento que adquiere, por la sorprendente, categoría de milagro; sólo una razón muy poderosa puede llevar a un pueblo al heroísmo del pueblo español, y esta razón es el anhelo de justicia y libertad, más fuerte que todos los ejércitos y todas las ambiciones que les mueven.

No apelamos a los Estados ni a los gobiernos. Apelamos a vosotros, hombres de conciencia libre, trabajadores, demócratas, antifascistas del mundo. Debéis escuchar este llamamiento que la sección española de la S.I.A. hace a vuestras conciencias.

Si de verdad amáis vuestras ideas cuya suerte están defendiendo los antifascistas españoles, si son ciertas vuestras afirmaciones de solidaridad, vuestras actividades en pro del pueblo español deben multiplicarse desde este instante. No permitáis que por lo limitado de vuestra actuación pueda caer sobre vosotros un átomo de responsabilidad.

Nadie puede pensar que los muertos sean muertos solamente, que las riquezas destruidas sean vulgares ruinas; nadie ha cumplido su deber con un sencillo gesto de compasión, una lágrima, una moneda, una protesta fugitiva, más o menos viva. Si amáis vuestro ideal sostenido a través de los siglos con raudales de sangre, debéis intensificar la ayuda al pueblo español. Hay que movilizar todos los fondos, hay que poner en juego la actuación de las multitudes, hay que presionar todos los gobiernos.

Es necesario moverse en todas las direcciones. El fascismo internacional estudia sádicamente los medios de hacer más duro, más doloroso nuestro calvario. Los demócratas del mundo deben estudiar a su vez los medios de neutralizar, en todos los terrenos, al fascismo.

Los momentos son de gravedad. Los españoles tenemos la seguridad de que, asistidos por la masa democrática internacional, el fascismo hallará su tumba en España y el mundo podrá verse libre de esta abrumadora pesadilla.

Camaradas, trabajadores antifascistas, S.I.A. española os lanza este pedido de auxilio en la seguridad de que no querréis cargar sobre vosotros la responsabilidad de nuestra derrota. Si no tuviérais otras razones, bastaría con el instinto de conservación para indicarnos vuestro deber.

Pero no perdáis tiempo en discursos ni en gestos vanos. Es urgente una actuación decidida en pro del pueblo español. ¡Ayuda, ayuda rápida por todos los medios! ¡Viveres, ropas, armas, medicamentos, movilización de todos los elementos obreros! ¡Boicot a los productos fascistas. Sabotaje. Hay que poner en juego todos los recursos si no queréis abandonar el terreno al fascismo.

Defended vuestras vidas a poca costa en España, si nos queréis defenderlas a costa de vuestra sangre, dentro de poco, en vuestro propio país.

Notas desde España

ESTAMOS SERENOS

Estamos serenos. Los acontecimientos no marchan como lo esperábamos, como se nos había asegurado, pero, no perdemos la serenidad. A medida que el peligro crece, vamos templando la disposición de combatir. Vamos haciéndonos a la idea de que nos llega el turno, como ha llegado antes a otras regiones amenazadas.

Cataluña vivía lejos de los frentes. La guerra no parecía existir para ella. No se ha comprendido suficientemente que los frentes se alejan o se acercan. El nuestro se ha acercado bruscamente, con una brusquedad que da que pensar, porque parece raro que una ofensiva de esta envergadura, cuya importancia acabamos por comprender a pesar de los esfuerzos de la censura — para algo existen los mapas — haya podido prepararse sin que nada supiera nuestro mando, que necesita esperar que el enemigo haya llegado a Lérida para movilizar a fondo, y tomar medidas elementales.

Pero esto es cuestión aparte. Digo que estamos serenos. Lo estamos lo mismo que ha sabido serlo, en forma pasmosa, la población madrileña. Este pueblo no es de la madera de los cobardes, como parece haberlo pensado demasiada gente, que manda, pese a que haya cantado su heroísmo para hacer literatura.

Si hubiera sido de la madera de los que no tienen agallas, se habría asustado a medida que el peligro iba a ir creciendo. Yo es-

ta en Francia, en 1918, cuando los alemanes tomaron no recuerdo qué ofensiva, y adelantaron en forma regular, aunque no tan alarmante como lo hacen los fascistas contra nosotros en este momento. Entonces, casi toda la población parisense tomó las de Villadiego en tren, en coches, a bicicleta, como podía. El pavor era general. Los valientes de las manifestaciones patrióticas vieron «humillado de valor», contrariamente al personaje de Zorrilla.

Nosotros, no. Y no es jactancia patriótica. Esperamos. Comprenderemos que vamos a pasar momentos duros, pero esperamos a pesar de todo. Pensamos que se ha de producir un acontecimiento que ha de dar vuelta a la situación. ¿Cuál? No podemos decirlo. Pero creemos que se presentará. Es cuestión de fe. Y somos ante todo una raza de fe. Es por esto que nuestro modo de razonar escapa a los habitantes de otras naciones. No nos basamos en las matemáticas. Vamos adelante, con esperanza grande. Nada más. Y si llega el momento de morir, morimos, sin perder la fe para los que han de seguir detrás de nosotros.

Pero bien sé que esto es insuficiente frente a los armamentos modernos, frente a los cuerpos que se doblan bajo la debilidad causada por el hambre. Y tenemos fe en otra cosa: en la solidaridad internacional, que pensamos ha de aumentar.

No lo olvidéis.

ANTIFASCISTA.

Franco ha cortado en dos la España antifascista.

Pero ella sigue unida espiritualmente y debe seguirlo materialmente.

Unión de verdad. En el espíritu y en la acción. Por la coordinación, no por la imposición de uno sobre todos.

A las mujeres de corazón

S.I.A. os habla. S.I.A. se dirige a vosotras, mujeres de todo el mundo, a las jóvenes cuya ilusión y romanticismo deben ser hoy más que nunca alientes valerosos en esta campaña pro-solidaridad internacional antifascista. A las madres en cuyo regazo reposa un infante, y cuya seguridad material del presente y la mayor o menor tranquilidad del porvenir, las dejan indiferentes al dolor ajeno.

Y a todas las mujeres en general, a las que son madres, porque tienen el deber de ayudar y proteger a los hijos de otras madres, las cuales soportan los horrores de una guerra impuesta, el hambre, el frío, y carecen de un techo amigo y de familia.

Y a las que no tienen hijos, porque es para ellas un deber sacrosanto ser solidarias con los que sufren.

S.I.A. no se cansará de pedir solidaridad para las víctimas de España. Está en su derecho al hacerlo, y aun al exigirlo, porque se dirige a un mundo que no sufre privaciones, que no carece de nada, que vive incluso con lujo.

La España leal no tiene siquiera lo más indispensable. Antes de la guerra era un país pobre. Con la guerra, las necesidades fueron mayores. Hubo que mantener los frentes quitando a la retaguardia los pocos alimentos de que se disponía.

En los meses fríos de 1936-37, eran muchísimas las familias de refugiados que en Barcelona dormían en las estaciones del metro, por falta de refugios tanto como de techos para cobijarse. Muchas veces los correspondientes de las diarias nos han hecho ver en las fotografías tomadas para sus publicaciones más de una madre en el dintel de una puerta, con dos, tres o cuatro criaturitas acurrucadas contra ella.

Barcelona tenía casi un millón de habitantes antes de la revolución. Hoy cuenta con más del doble a causa de los refugiados de otras provincias que fueron allí, huyendo los horrores de la guerra. Esta sobrecarga de población creó mayores dificultades: los insuficientes alimentos de que se disponía antes podían alcanzar aun menos ahora. El dicho tan corriente: «donde comen tres comen cuatro», no pudo ser aplicado. Fué necesario privarse.

Cuando el pan falta, es de imaginar que otros artículos alimenticios escasean también.

¿Podéis pensar sin estremeceros, mujeres que disfrutáis una situación económica estable, en la angustia de las madres españolas cuando sus hijitos reclaman pan? Porque sólo pan, y no frutas y otras golosinas reclaman estos inocentes, que a través del tiempo han olvidado ya el gusto que tiene. Para ellos un mendrugo es actualmente manjar exquisito.

Pero hay más. Esta miseria que nosotros nos olvidamos en olvidar está en estos momentos en todo su apogeo. No sólo se carece de armas para el frente — esto es ya proverbial. Se carece de

alimentos, de jabón, de ropas, de combustibles, de luz, de medicamentos, etc.

Y es así como gracias a nuestra falta de previsión, de sensibilidad, de sentimiento solidario, vemos a millares de niños mendigando por las calles de Barcelona. Millares de manecitas se tienden a los transeúntes. Estas criaturitas no hacen la guerra. Y sin embargo son las que más sufren los rigores materiales y morales que ella desencadena.

¿Tienen derecho las mujeres que gozan de seguridad material, a vivir en la ignorancia de estos horrores? Tienen derecho a olvidarlos?

No. Ninguna mujer debe olvidar ni por un momento, lo que se vive en España. Ninguna que por tal se tenga puede pretender que lo que allí ocurre no le atañe. Ninguna que se diga solidaria y de buenos sentimientos puede negar su ayuda.

Las mujeres españolas dan sus hombres para defender la libertad, y los reemplazan en las usinas, los talleres, los despachos. Dan sus hijos, o los ven caer desechos, por las bombas fascistas ante sus propios ojos, en plena ciudad. Estas mujeres trabajan sin sosiego para defender una causa que no es solamente la suya; una libertad que no afecta solamente a España, sino al mundo entero.

Las mujeres hispanas lo dan todo, todo sin excepción, y nada reclaman a cambio. Pero nosotros, los que no sufrimos privaciones, debemos dársele. Y S.I.A. pide, y S.I.A. exige de todas las mujeres ayuda inmediata y constante para España. Esas «manitas» que se tienden reclamando pan, nos estampan en plena cara nuestro olvido. Esos niños que pululan en la España leal, sin alimento suficiente, sin ropas y sin techo son el anatema de nuestra traición. Remedíemos cuanto podamos el mal que se ha hecho al no ayudar a este pueblo heroico como debíamos, como era necesario, enviándole alimentos y ropas.

S.I.A. reclama de todas las mujeres un mayor esfuerzo, un interés permanente para los niños españoles, para las madres, los combatientes y los ancianos.

¡Mujeres del mundo, pan para España!

TERESA MONTES.

Labor de la sección madrileña de la S. I. A.

La sección madrileña de la S. I. A. realiza una labor sumamente encomiable, y que conviene dar a conocer a las secciones extranjeras para que vean que su aporte a España es aprovechado.

Desde el aniversario de la muerte de Durruti — el 20 de noviembre — la sección se puso a repartir entre la población civil «necesitada» de la localidad unos 400 lotes diarios de viveres.

El aumento constante de las familias necesitadas, el de la vida, de los heridos, ha obligado a intensificar el esfuerzo, y actualmente se reparten de 800 a 1.000 lotes diarios.

Naturalmente, esta ayuda es también posible, conviene reconocerlo en justicia, por la ayuda constante de otras regiones, especialmente del Levante, que silenciosamente manda viveres en camiones llenos, que parten de todas las poblaciones.

Las secciones nacionales de la S. I. A. se ayudan unas a otras, acuden adonde sea necesario, permitiendo a las locales hacer una obra que de por sí les sería imposible.

Pero, el aporte exterior cuenta también, porque sería difícil mantener este tren con los recursos cada vez más menguados con que cuenta la España nuestra.

La sección madrileña pide que se le envíe chocolate, mermelada, fruta seca, etc., que los heridos hospitalizados necesitan. Estos envíos pueden hacerlos por las secciones que embarcan sus viveres en los puertos mediterráneos, de donde son desembarcados en Levante.

Los lectores que puedan atender a este llamamiento están avisados.

Regional del Sena

FUNCION CELEBRADA

Como habíamos anunciado, el domingo 24 de abril tuvo lugar la representación teatral organizada a beneficio del pueblo español.

Ante una numerosa concurrencia, los compañeros del «Grupo Artístico Cultura Popular» que tan buena labor vienen realizando, interpretaron magistralmente la obra titulada «El 19 de julio, o el triunfo del pueblo».

Esta obra pone de relieve los manejos del trío que más ha contribuido a provocar los acontecimientos que desde hace veintidós meses ensangrentan a España: clero, militarismo, capitalismo.

A pesar del personaje ingrato que algunos tuvieron que representar, todos los camaradas supieron encarnar bien los distintos papeles. El público

manifestó con aplausos su entera satisfacción.

Los comités antifascistas de los alrededores de París podrían realizar una buena labor, aprovechando el concurso de esos camaradas, para organizar con frecuencia actos como el que reseñamos.

Instamos a los incansables camaradas del «Grupo Artístico Cultura Popular» a que perseveren en las actividades a que se dedican con tanto acierto.

OS ESPERAMOS EL SABADO. Invitamos también a todos los antifascistas a la representación que tendrá lugar el sábado próximo en la sala Susset, Quai de Valmy, a las 20.30 horas.

Además del programa anunciado, los que vengán podrán escuchar a varios artistas franceses que prestarán su concurso.

Regard en arrière

(Suite de la 1^{re} page)

Malgré tout et tous Le Libéraire a poursuivi son travail d'éducation et d'action.

Pour parler congruement des campagnes dont l'initiative lui revient et des luttes auxquelles il a participé activement, ce ne serait pas trop d'un volume. Mais il ne s'agit, ici, que d'un coup d'œil rétrospectif. Je ne veux pas dépasser les limites d'un article. Je dois donc condenser au possible.

Journal de doctrine et de combat, Le Libéraire se devait de mener de front un effort en partie double, associant parallèlement l'éducation et l'action.

I. — EDUCATION

Contre l'Etat.

Le Libéraire n'a — si peu que ce soit — désarmé devant aucun des Gouvernements qui se sont succédés. Que ceux-ci soient de droite, du centre ou de gauche, il en a dénoncé l'incurable malfaisance.

Contre le capitalisme :

La bourgeoisie capitaliste n'a pas vu se dresser contre ses vols, ses profits criminels, ses vilénies, ses contradictions, ses incohérences et son odieuse exploitation d'adversaire plus irréductible.

Contre la religion :

Aucune publication, pas une seule de celles qui ont pour but unique la bataille à livrer contre les Eglises et les forces d'obscurantisme, de superstition et d'abêtissement, n'a combattu le sentiment religieux et dénoncé ses désastreuses conséquences dans le domaine social, avec autant de virulence et de ténacité.

Contre la magistrature et la police :

Les scandales judiciaires et policiers ont été, en toutes circonstances stigmatisés sans aucun ménagement.

Contre l'Etat-Major et l'Armée :

Il serait malaisé de lire d'un bout à l'autre un numéro du Libéraire sans y trouver une attaque dirigée contre le militarisme et l'abrutissante servitude des consciences et des corps réduits par la discipline militaire au plus avilissant esclavage.

Contre le patriotisme et la guerre :

Il me paraît impossible que, à moins qu'il ne soit dépourvu de cœur et d'intelligence, un homme ayant suivi les campagnes menées dans Le Libéraire contre cette duperie : la patrie, et contre cette abomination : la guerre, puisse se soustraire au dégoût et à l'horreur que doit inspirer le culte patriotard et sa suite fatale : l'immonde boucherie.

Contre la morale conventionnelle :

Il n'est que de consulter la collection du Libéraire pour sentir monter en soi l'indignation et gronder la révolte contre la cafarde de toute moralité basée sur le respect de l'autorité, la défense de la propriété, l'obéissance aux lois et l'absurdité criminelle des préjugés et des coutumes qui réglementent les problèmes sexuels.

Contre les partis politiques :

Qu'il se soit agi de batailles électorales et parlementaires ou de la propagande et de l'action des partis politiques, la position du Libéraire n'a jamais varié. Son intransigeance n'a épargné aucun candidat et s'est étendue à tous les partis. Si le Libéraire s'est montré particulièrement sévère à l'égard des partis socialistes et communistes, c'est parce que, se disant « prolétaires » et « de révolution sociale », ces partis sont exceptionnellement nuisibles à l'œuvre de révolution positive et totale qui, seule, peut mettre fin au milieu social actuel et permettre l'édifica-

tion du monde nouveau que nous avons l'indomptable volonté de bâtir.

Cette énumération rapide et forcément incomplète atteste l'effort constant d'éducation anarchiste auquel s'est attaché le Libéraire depuis sa fondation.

Mais la propagande éducative doit avoir pour complément l'action. Un travail éducatif qui ne s'accompagnerait pas de l'action qu'il a pour objet de déterminer, perdrait toute valeur de fécondité. Il est nécessaire que le travail éducatif s'inscrive dans le domaine des faits qu'il a la mission de préparer.

Peut-on dire que sur ce point le Libéraire n'a pas démerité ?

Je le dis et j'en trouve la preuve en parcourant sa collection.

Ici encore, je ne fais qu'énumérer, car je crains que cet article ne paraisse déjà trop long.

II. — ACTION

C'est, tout d'abord, en raison d'une offensive violente, dirigée par l'armée noire contre l'enseignement laïc et le rationalisme, dans le but de rétablir le régime de l'éteignoir, une action inlassable et combattive contre l'Eglise, ses suppôts et ses complices.

C'est une campagne de protestation indignée contre l'ignoble cruauté des tortures infligées à nos amis espagnols enfermés dans les infectes cellules de Montjuich, à Barcelone, tortures rappelant les siècles maudits de l'Inquisition.

C'est l'affaire Dreyfus, qui fournit aux anarchistes une merveilleuse occasion de conquérir la rue, après en avoir chassé, par la force, les hordes nationalistes et antisémites stépidées par les Drumont, les de Morès et les Jules Guérin. Passions déchaînées, batailles furieuses, coups reçus, mais copieusement et victorieusement rendus. Campagne d'une violence inouïe contre les conseils de guerre, dénonciation brutale des faux de l'Etat-Major et de la lâcheté gouvernementale et parlementaire.

C'est avec les Pelloutier, les Yvetot, les Marck, les Pouget, les Grifuelhes, les Delessalle et nombre de syndicalistes déployant une activité débordante, l'application, au sein de la C. G. T., des méthodes d'action directe, de sabotage et de grèves à tendance anarchiste et de caractère insurrectionnel.

C'est l'époque des 1^{er} Mai révolutionnaires faisant trembler la bourgeoisie et obligeant le gouvernement à mettre sur pied ses forces militaires et de police.

Puis, c'est l'assassinat de Ferrer, le soulèvement du peuple de Paris, les clameurs furieuses de la foule aux portes de l'ambassade d'Espagne.

C'est l'enterrement de Louise Michel dont le cercueil traverse Paris, de la gare de Lyon au cimetière de Levallois, escorté de cent mille manifestants.

C'est une lutte acharnée contre la loi de trois ans de service, contre les défilés militaires et les retraites aux flambeaux, contre un débordement de chauvinisme et de militarisme préparant l'Union sacrée et préjudant au massacre de millions et de millions de combattants.

C'est une série de manifestations dans Paris et dans la banlieue contre la Guerre dont la menace se fait de plus en plus pressante.

Puis c'est l'ordre de mobilisation ; c'est la déclaration de guerre ; c'est la guerre, la hideuse, l'horrible guerre qui, durant plus de quatre années, va ensanguiner la terre et déshonorer l'humanité.

La parution du Libéraire est interdite. Il paraît quand même, mais clandestinement, de loin en loin, quand il le peut et comme il le peut.

L'armistice est signé. La censure est peu à peu abolie.

Le Libéraire reprend sa publication ; et l'action recommence.

C'est une campagne ardente et persistante en faveur d'une large amnistie s'étendant aux insoumis et aux déserteurs.

C'est l'agitation arrachant Ascaso, Durruti et Jover à l'extradition réclamée par la magistrature d'Espagne.

C'est l'effervescence provoquée par l'odieuse torture que, depuis des années, subissent Sacco et Vanzetti.

Halte !

Nous voici parvenus aux événements qui sont assez récents pour que les jeunes, que ce regard en arrière a intéressés, puissent, sans mon aide, se renseigner complètement.

Ils constateront que, en toutes circonstances, le plus et le mieux possible, le Libéraire, leur Libéraire, est resté fidèle à la tâche qu'il s'est imposée et qui se résume ainsi :

AVEC TOUS LES OPPRIMÉS, CONTRE TOUS LES OPPRESSEURS ; TOUJOURS !

AVEC TOUS LES EXPLOITÉS, CONTRE TOUS LES EXPLOITEURS ; TOUJOURS !

En soufflant sur la cendre de ces souvenirs, dont quelques-uns remontent assez loin, j'ai tenté de raviver la flamme que recouvre cette cendre.

Qu'elle brille, cette flamme ! Et qu'elle éclaire la route longue et rude que nous parcourons !

Cette flamme, je sais qu'elle ne s'éteindra jamais, qu'elle ne peut pas s'éteindre. Mais il faut que la chaleur qu'elle dégage soit de plus en plus vive et que la clarté qui en jaillit soit toujours plus étincelante.

Cette lumière qui éclaire les consciences et cette chaleur qui embrase les cœurs sont le produit de tous les flambeaux qui, portés haut et tenus fermes par les anarchistes de tous les pays, orientent l'espèce humaine vers la Terre promise, où tous goûteront la joie de vivre dans le bien-être, la paix et la liberté.

Le Libéraire est un de ces flambeaux, un des plus lumineux et des plus chauds.

Au moment où je termine cet article, des amis me disent que le Libéraire vit une heure difficile.

Il a connu déjà nombre d'épreuves du même genre : épreuves fatalement réservées à toute publication qui ne vit que de ses abonnements et de sa vente.

Soutenu par l'appoint volontaire de ses amis, le Libéraire a toujours eu raison des obstacles susceptibles de ralentir ou de paralyser son effort de propagande et d'action.

Ceux qui l'aiment vont s'efforcer de lui venir en aide. Ils le feront sans attendre et dans toute la mesure où ils pourront le faire.

Je m'associe de tout cœur à l'appel qui leur est adressé. J'ai la certitude qu'ils entendront cet appel.

SEBASTIEN FAURE.

LIS SAGARAY HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition précédée d'une notice sur Lisagaray par AMÉDÉE DUNOIS

Prix : 30 fr. — Franco : 31 fr. 50

quant à celles que j'avais eues en Europe, je les avais remises à l'organisation du Parti. Je demandai aussi à voir les pièces à conviction.

Le juge insista, m'affirmant même qu'il connaissait l'homme qui m'aurait fourni cette arme : il s'agissait de mon beau-frère Kola, un gradé du Guepéou ! Le juge usa de nouveau de tous les moyens : depuis la louange, la promesse de me laisser partir immédiatement vers la frontière jusqu'à la menace de me garder indéfiniment dans la chambre. Il voulait que je signe un procès-verbal préparé à l'avance et qui aurait permis ma fusillade ainsi que celle de mon beau-frère.

Je répliquai que je ne signerais qu'un procès-verbal rédigé en langue italienne et qui serait conforme à mes déclarations.

Le juge fit alors entrer deux policiers très corpulents qui s'assirent à mes côtés ; il me dit que jusque-là il avait été très courtois mais que, maintenant, il saurait me faire parler. Je continuai à refuser. Un des policiers m'ordonna de parler ; je lui demandai de quoi il se mêlait ; l'autre policier m'affirma que d'autres que moi s'étaient obstinés et avaient dû céder. Voyant ma décision, le juge fit retourner les policiers.

Il essaya de supplications. Excédé, je lui dis que j'étais un homme, il n'avait qu'à tirer sur moi et à en finir. Je déchirai ma chemise et lui criai de tirer. Voyant ma rage, il me fit retourner en cellule.

EN ROUTE !

Le 18 septembre, j'étais emmené vers une gare et c'est seulement dans le train que j'appris que j'allais à Odessa, en passant par Kharkov. Je séjournai quatre jours dans la prison de cette dernière ville. Un jour, voyant les prisonniers partir pour Odessa sans qu'on m'appelle, je protestai et refusai de rentrer en cellule. Je fus battu cruellement et entraîné, la figure ensanglantée ; à ce moment, le commandant arriva pour m'annoncer que je partais aussi ; voyant dans quel état j'étais, il me demanda ce que je m'étais fait. Je lui fis ma réclamation, lui annonçant que j'allais faire suivre ma plainte. Il me répliqua qu'en Russie, on ne battait jamais les prisonniers.

ODESSA

A Odessa, je dus vivre dans des chambres de dix-neuf mètres cubes où étaient entassées 25 à 30 personnes. Nous dormions

Faire la paix

(Suite de la 1^{re} page)

L'enjeu est constitué par les mines tchécoslovaques, le blé hongrois, le pétrole roumain. Enjeu formidable, Hitler le sait bien et de la possession duquel dépend l'avenir de l'impérialisme allemand. Remarquons qu'il ne s'agit pas à proprement parler de conquête mais d'hégémonie. Ce que réclame le Führer est une espèce de contrôle économique de la zone sus-mentionnée, et au delà jusqu'au golfe Persique, afin que dans l'avenir l'Allemagne ne puisse être menacée d'un blocus qui la priverait de matières premières et de produits alimentaires de première nécessité. C'est précisément cette hantise de l'encerclement et du blocus, souvenir de la guerre de 1914, qui pousse Hitler à exposer un certain nombre de revendications qui, au fond tiennent en une seule : le droit pour l'Allemagne d'étendre son influence sur l'Europe danubienne. C'est le sens du discours que prononça dimanche dernier le chef des Allemands des Sudètes : Conrad Henlein. C'est le thème général qu'orchestre toute la presse allemande en y apportant toutefois une justification au demeurant irréfutable : la France, l'Angleterre, l'Italie ont d'immenses empires au delà des mers, il n'est que juste de laisser l'Allemagne dominer en Europe centrale.

Est-il besoin de dire que nous n'entendons pas prendre parti dans ces contestations et querelles de gangsters. Si nous le faisons, ce ne serait pas en tout cas à la manière de nos journaux de gauche qui s'inquiètent de la valeur de nos alliances, qui supputent le passage des troupes russes, allant au secours de Prague, à travers la Pologne ou, à défaut, à travers la Roumanie avec l'assentiment du roi Carol et qui en appellent à la dignité ou au prestige de la France, défenseur, comme chacun sait, du droit et de la civilisation. Si nous devons prendre parti — disons-le sans ambages — ce serait, au nom même de cette justice étrange qui préside à de tels règlements de comptes et où la justice n'a rien à voir, ce serait contre notre propre impérialisme, car si l'on admet que la force a

jusqu'à présent suffi à créer le droit aussi bien en Europe qu'au delà des mers (et il y aurait, n'est-ce pas, quelque hypocrisie à le nier), si l'on reconnaît également qu'entre les grandes puissances un certain équilibre qui satisfasse pour un temps leur appétit représente la chance maximum de paix que nous puissions posséder en régime capitaliste, alors il faut accepter les prétentions de l'Allemagne.

Hâtons-nous d'ajouter que notre position devant le problème international s'inspire d'une autre doctrine. Nous pensons que la paix ne saurait être solidement établie que par les peuples eux-mêmes qui se résoudront à l'imposer à leurs gouvernements. Dès à présent une telle action comporte la rupture complète entre la classe ouvrière et son propre impérialisme. Celui qui continue à penser colonies, frontière, défense nationale comme un bourgeois ne veut pas la paix. Celui-là au contraire qui réclame la révision des traités, y compris leurs clauses territoriales sur la base du droit véritable des peuples à disposer d'eux-mêmes y compris les peuples coloniaux et le règlement de la question des matières premières sur la base de l'équité dans la distribution, qui se refuse ainsi à toute complicité avec les tyrans de ces peuples et les exploitants de ces richesses et qui du même coup réhabilite l'internationalisme prolétarien, celui-là seul veut la paix.

LASHORTES.

P. S. — On lira dans la rubrique syndicale la motion présentée au Congrès de l'Union Interdépartementale de l'Adour par les camarades Richard, Larrière, Catalogne (Enseignement) et Opin (Cuir et Peaux). Quoique ayant été écartée à une grosse majorité, elle exprime un point de vue qui commence à se faire jour dans les syndicats. Réjouissons-nous en. Il faut accepter qu'un petit groupe puisse parfois avoir raison contre la masse odieusement trompée par ses directeurs de conscience.

NOTRE LIBRAIRIE

HOMMES ET CHOSES DE LA COMMUNE de Maurice DOMMANGET

En cette période anniversaire de la Commune nous recommandons vivement la lecture de cet ouvrage de Maurice Dommanget. Illustré de hors-texte et de reproductions de documents originaux, ce livre contient d'intéressantes études sur les personnages et les événements de la Commune. Citons parmi les vingt-trois chapitres quelques-uns des plus marquants : le caractère socialiste de la Commune ; la Commune et les paysans ; les femmes pendant la Commune ; l'enfance sous la Commune ; Nathalie Le Mel et Henriette Tout-le-Monde ; etc...

(Un fort volume in-8 carré de 260 pages, 7 hors-texte, 16 francs. En vente au « Libéraire »).

Le mouvement ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I 45 fr. Franco 48 fr. 75

Les coopératives de consommation, par B. Lavergne 17 fr. Franco 17 fr.

Ceux de Barcelone, de H.-E. Kaminsky 18 fr. Franco 19 fr.

Les problèmes de la Révolution prolétarienne, de Fernand Lorient 3 fr.

Histoire du mouvement syndical français, par Georges Lefranc 30 fr. Franco 32 fr. 50

Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloutier 15 fr. Franco 17 fr.

BROCHURES DE PROPAGANDE

— Douze preuves de l'inexistence de Dieu. 0 fr. 60
— Les crimes de Dieu .. 0 fr. 60
— La Peste religieuse .. 0 fr. 60
— Réponse aux paroles d'une croyante 0 fr. 60

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI.

AU PAYS DES « AVEUX SPONTANÉS »

L'odyssée d'un antifasciste italien qui ne voulut pas "avouer" (I)

LE PIEGE

La-dessus, le juge me lut les procès-verbaux à haute voix en russe et me demanda s'ils étaient conformes à ce que j'avais déclaré. Sur ma réponse affirmative, sans pouvoir rien vérifier ne lisant pas le russe et confiant dans cette lecture je signalai sans soupçonner que je venais d'être odieusement trompé.

A l'interrogatoire suivant, je fus pourvu enfin d'un interprète italien ; celui-ci, après m'avoir offert à manger et du thé, me demanda si j'étais vraiment trotskiste. Etomné, je lui répondis que je ne m'étais jamais considéré comme tel ; il me montra, alors, les procès-verbaux que j'avais signés et m'affirma qu'ils contenaient mon aveu d'adhésion au trotskisme et la confession de tous les crimes qui m'étaient imputés par l'accusation.

Furieux, je protestai, dénonçai l'infamie commise et, réclamant du papier et de l'encre, je décrivis ma position exacte ; j'annonçai, en outre, ma ferme intention de ne plus signer de procès-verbal s'il n'était rédigé en italien.

Rentré à la prison, j'annonçai ma décision de faire la grève de la faim et exigeai de voir le procureur afin de faire annuler les premiers procès-verbaux. Je dus soutenir la grève de la faim pendant neuf jours avant de voir venir ce fonctionnaire ; il me donna satisfaction.

Quelques jours après, je revins devant le juge. Je refusai catégoriquement de parler et de signer quoi que ce soit. Le juge essaya de me faire revenir sur ma décision par tous les moyens : tantôt il m'offrait des friandises, tantôt il me menaçait de me laisser indéfiniment en prison. Rien n'y fit.

Enfin, deux ou trois semaines après, je subis l'interrogatoire le plus dur de ma vie.

(Voir Le Libéraire du 21 avril 1938.)

Je fus conduit à la prison de la Loubianka devant des juges habillés en civil qui, se relayant les uns les autres, m'interrogèrent pendant cinq jours et cinq nuits sur les faits qui m'étaient imputés. Quand, tombant de fatigue, je m'endormais, mes bourreaux me réveillaient en me faisant respirer de l'ammoniaque. Enfin, exaspéré, dans un accès de rage, je renversai la table qui se trouvait devant moi. A partir de ce moment je perdis connaissance et me retrouvai dans ma cellule.

Peu de temps après, je fus transféré dans une chambre (cellule collective) où je ne restai d'ailleurs que quelques jours ; puis je passai un jour au Dépôt où je rencontrai les émigrés italiens : Scarioli et Pappa. Contraints et forcés, ils avaient avoué tout ce que le juge leur avait imputé.

LA CONDAMNATION

On vint me présenter les sentences. Elles étaient libellées en quelques mots : la Conférence spéciale du Guepéou condamnait Pappa et Scarioli à cinq années de camp de concentration et moi à l'expulsion de l'U.R.S.S.

Pour bien comprendre cette différence de traitement, il faut savoir que Pappa et Scarioli avaient pris la nationalité russe, tandis que j'étais resté Italien.

Je fus ensuite conduit dans la section des expulsés. J'y trouvai des Allemands, des Grecs, des Chinois, des Tchécoslovaques ; à ma grande stupeur, j'appris que certains d'entre eux attendaient là depuis déjà deux, trois, voire quatre années.

Le 22 juillet, je fus très étonné de me voir appelé à nouveau à l'interrogatoire : le même juge m'assura avoir trouvé chez moi un revolver, des chargeurs et deux cent cinquante cartouches. Je niai formellement avoir possédé ce matériel. Jamais je n'avais eu en Russie une arme à ma disposition ;

quarts d'heure en plein air, par un froid de 25° sous zéro, sans me permettre de m'abriter. Ils me fouillèrent une dernière fois. A ce moment, un capitaine de la marine vint m'insulter et me traita de fasciste ; je lui répondis que c'était lui qui était bien le fasciste. Il était furieux, mais ne pouvait plus rien me faire.

ACCUEIL DE LA POLOGNE CAPITALISTE

Deux minutes avant d'arriver à la gare, la garde me remit mon passeport qui me fut presque immédiatement repris par les gendarmes polonais. Ceux-ci — c'est triste à dire — tant que révolutionnaire, mais c'est vrai — se montrèrent infiniment plus courtois que leurs collègues russes. Voyant mes vêtements misérables, ils me donnèrent un paletot et me conduisirent à la Croix-Rouge. Là, je fus massé, pris un bain chaud et pus me restaurer. Ce n'est que le lendemain, après avoir passé une visite médicale et seulement après avoir été reconnu apte à voyager que je repartis vers Varsovie, escorté de policiers jusqu'au consulat italien de cette ville.

Le Guepéou m'avait joué le tour d'indiquer sur mon passeport que j'avais demandé un visa pour l'Italie ; j'avais, au contraire, toujours insisté pour être déposé dans un port français.

Les polices capitalistes permettent aux expulsés de choisir la frontière à laquelle ils désirent se rendre ; la police russe cherche à repousser les expulsés dans les pays où ils ont pu être condamnés. Heureusement, le consul s'inclina devant ma déclaration formelle de ne vouloir point aller en Italie et il me laissa continuer ma route.

CONCLUSION

Tel est le vrai récit de ce que j'ai subi ; entré comme communiste, comme immigré, en U.R.S.S., j'espérais me refaire une vie nouvelle dans ce que je considérais comme le premier Etat prolétarien du monde. Le lecteur connaît maintenant l'énorme dément de mes espoirs. J'ai porté ce témoignage afin que d'autres profitent de mon expérience et refusent leur solidarité au régime cruel et despotique de Staline.

Le gérant : ROGER COUDRY.

Imprimerie Centrale du Croissant (Sis N°1) 19, rue du Croissant, Paris-10

Jeunesse Anarchiste Communiste

La dissolution de l'Entente des J. S. de la Seine

Une fois de plus a été prononcée l'exclusion de 25 membres des Jeunesses Socialistes de la Seine et la dissolution de leur entente. Le lieu où s'est joué le sort de ces militants avait changé, mais les bureaucrates prononçant l'exclusion étaient toujours les mêmes.

Il y a trois ans l'entente de la Seine des J.S. avait été dissoute au cours du congrès de Lille, l'année dernière, c'était à Creil que s'était décidé l'acte disciplinaire, cette année, c'est à la conférence de Limoges, que pour avoir été socialistes, les Jeunesses socialistes de la Seine furent rejetées de la S.F.I.O.

Le motif de ces exclusions importe peu : lorsqu'on veut voyer son chien, il se trouve que la bête est enragée ; lorsqu'un impérialisme veut la guerre, il sait décevoir un Sarajevio ; lorsqu'un bureaucrate veut se débarrasser d'une minorité par trop dangereuse, elle invente aisément un acte d'indiscipline.

Au surplus, le Comité National Mixte ne pouvait pas laisser subsister une entente des Jeunesses socialistes en contact permanent avec la Fédération dissoute ; c'est été par trop illogique.

Une motion de solidarité aux exclus de la gauche révolutionnaire fut le prétexte tout trouvé. Comment ! Des jeunes adhérents de la S.F.I.O. osaient protester contre une décision du parti souverain ? C'était trop fort ! Il fallait exclure les responsables ! Il fallait dissoudre l'entente des Jeunesses socialistes !

L'attitude des Jeunesses socialistes de la Seine au cours de l'année écoulée, permettait-elle sans parti pris au Comité national mixte de prendre des mesures disciplinaires contre ces camarades ? Non !

Au lendemain de Creil, tous les « réintégré » s'étaient bien jurés de tenir compte de l'expérience qu'ils avaient acquise avec leurs prédécesseurs. Cela ne leur servit à rien.

Il n'y avait plus d'organe fédéral pour les jeunes, d'où impossibilité de se rebeller publiquement. Toute l'action et toute la propagande furent faites en plein accord avec les responsables centraux, les meetings organisés en commun avec toute la bureaucratie nationale.

Les J. S. de la Seine refusèrent toutes les unités d'action avec les organisations non accréditées auprès du C.N.M. Elles suivirent et approuveront par leur silence la politique pleine de démagogie de la S.F.I.O.

Le parti socialiste n'admet pas la subordination de la classe ouvrière aux gens d'Eglise, pas de main tendue aux catholiques et tandis que les militants socialistes se rengorgent de leur attitude anticléricale, un gouvernement à direction socialiste reçoit en grande pompe monseigneur Pacelli, légat du Pape.

Le « front français » proposé par les communistes est rejeté par toutes les tendances du parti socialiste. A bas l'Union Sacrée ! s'écrient-ils tous. Quelques mois après, Léon Blum proposait le rassemblement national autour du front populaire, exacte copie du « front des Français ».

Le « Populaire », organe central du parti socialiste engage une vaste campagne contre le Sénat antirépublicain, bastion de la réaction, pilier du mur d'argent. Pensant se conformer à la politique de leur parti, c'est avec enthousiasme que les J. S. approuveront la décision de la Fédération, adulte organisant une manifestation aux portes du Luxembourg.

C'est alors que les événements se précipitent : chute du Gouvernement, suspension de pouvoir de militants responsables, dissolution de la Fédération de la Seine, soutien socialiste à un gouvernement Daladier, Reynaud, Mandel. L'unionisme sur un programme réactionnaire venait d'être obtenue à la Chambre, c'était l'Union sacrée avant même qu'il y ait danger. On connaît la suite et l'exclusion des jeunes socialistes.

Que vont faire ces Jeunes qui ne se trouvent pas dans leur élément au sein de la social-démocratie ? Ils cherchent à se faire pardonner leur erreur d'un moment et peuvent ainsi continuer la lutte au sein de la S.F.I.O.

A bas l'Union nationale disent les jeunes socialistes dans leur motion, présentée à Limoges, mais ils recherchent de nouveau la collaboration avec les chefs actuels de la S.F.I.O., aussi bons patriotes et nationaux que les chefs réactionnaires.

Ce n'est plus dans le parti socialiste, que les jeunes révolutionnaires doivent lutter contre l'Union sacrée, mais c'est surtout en dehors de ce parti qu'ils doivent s'élever contre la réaction nationale, prélude de la guerre impérialiste.

Cette tâche a besoin de toutes les énergies révolutionnaires bien faibles à l'heure actuelle et elle n'est pas suffisamment aisée pour que l'on se permette des illusions sur une transformation possible des cadres de la S.F.I.O.

Paul SERVANT.

Le Coin des Encasernés

Nous recevons d'un groupe de camarades encasernés, cet ordre du jour que nous insérons avec plaisir :

Un groupe de soldats du 149^e R.I.P. secteur fortifié de la Crusnes proteste avec indignation devant les nouvelles capitulations des partis S.F.I.O. et communiste qui inféodent le prolétariat français à l'Union sacrée, et le préparent aux futures et sanglantes boucheries...

Remarque que ces deux partis soi-disant démocratiques ne veulent même pas tenir compte des désirs et des injonctions de la classe ouvrière et paysanne, ainsi que de ceux des soldats actuellement sous les drapeaux, qui avaient voté pour que le Front populaire abaisse la loi de 2 ans, pour le contrôle permanent, transparent de l'économie industrielle et financière, afin pour toutes les revendications essentielles du prolétariat en France dont les partis S.F.I.O. et communiste se sont longtemps prétendus être les promoteurs.

Devant la lâcheté honteuse de ces deux partis à la suite du Diktat du Sénat contre Léon Blum, il adresse un appel urgent aux ouvriers, paysans, qui sont conscients de la désorganisation latente de ces deux organisations qui ont fait faillite, pour militer avec combativité dans leurs syndicats, à l'atelier, à l'usine, aux champs, dans la rue, partout où leur devoir leur dicte d'être.

Il salue le glorieux prolétariat espagnol qui malgré la trahison générale a donné l'exemple à tout le prolétariat mondial, et en particulier à celui de France, de la lutte héroïque contre la réaction fasciste.

Il assure l'U.A. et la J.A.C. de son entière sympathie et adresse à leurs militants son salut révolutionnaire.

**SAMEDI 30 AVRIL A 14 HEURES
TOUS LES CAMARADES DISPONIBLES AU LIBERTAIRE POUR LA
VENTE DU LIB.**

Une lettre de la Fédération anarchiste cubaine

LA HAVANE CUBA 28 MARS 1938

Chers camarades,

La lutte titanique que nous soutenons contre le fascisme oblige tous les anarchistes du monde à s'unir si étroitement pour se défendre contre un ennemi si cruel et criminel.

La lutte est trop dure, puisque nous avons en face nous un ennemi aussi puissant que le capitalisme international, bien organisé, et avec lui, l'appui de tous les gouvernements appelés démocratiques.

En Amérique, hormis de très honorables exceptions, ce monstre a fait irruption, quoique d'une manière sporadique, sans que l'hypocrite protestation de l'impérialisme yankee, dont la démocratie sert seulement de rideau, pour subjuguer les petits peuples de l'Amérique centrale, soit allé contre ce fleau de l'humanité qui prétend en finir avec la liberté des peuples.

Notre lutte contre l'impérialisme américain est aussi une lutte de vie et de mort pour défendre notre liberté, menacée par la démocratie rooseveltienne de la « libre Amérique ».

Par ailleurs, les gouvernements créoles de nos peuples indo-américains sont tous réactionnaires et sympathisent avec le fascisme. Ici, à Cuba, les gouvernements permettent les réunions quotidiennes des éléments fascistes, tandis qu'ils persécutent les antifascistes.

C'est pour cela que devant une situation aussi critique et remplissant notre devoir d'anarchistes, nous verrions avec plaisir un plus étroit contact avec les camarades de ce pays, notre secrétaire estimant qu'il est d'extrême importance d'avoir d'étroites relations avec les camarades anarchistes de France, dans des moments aussi critiques pour notre mouvement international.

Saluts sincères et fraternels. A vous et pour l'anarchie.

G. L., secrétaire des relations extérieures de la F.G.A.C.

La jeunesse anarchiste du Japon s'oppose à la guerre

Nous extrayons quelques lignes d'une lettre que des camarades japonais ont adressée à nos camarades de la Chine. Le simple compte rendu est un témoignage suffisamment éloquent pour la solidarité prolétarienne qui seule peut arrêter les exploits des bandits capitalistes.

Camarades,

Depuis que la guerre a éclaté, plus de trois mille de nos camarades, japonais et Coréens, affiliés à la « Jeunesse Noire » et à la Fédération Anarcho-Socialiste ont été arrêtés à Tokio, Osaka, Yokohama et d'autres villes, pour avoir publié et distribué les publications de l'A.M.E.

A Tokio, nos camarades du syndicat des imprimeurs sont très actifs. Beaucoup d'entre eux ont refusé de servir dans l'armée, ou font du travail parmi les soldats. Maintenant nous n'avons pas de leurs nouvelles. Nous sommes certains qu'ils ont été assassinés par les militaires.

Nous savons que nos organisations dans la capitale de la Corée sont très actives. Bien que la guerre arrête nos communications, il ne faut pas cesser d'affirmer notre solidarité effective contre le militarisme et contre le capitalisme dans nos deux pays.

K. B.

Le coin des chômeurs.

NOUS CROYONS REVER

Nous croyons rêver, partout une vague chauvine déferle sur la Douce France, des milliers sont engloutis pour la guerre, les quarante heures sont d'ores et déjà perdues. Les syndicats s'efforcent d'impulser à défendre les intérêts de la classe ouvrière et si nous n'y prenons garde, la colonisation va les achever. Les partis politiques (dits de gauche) capitulent et font l'alliance avec la bourgeoisie, particulièrement le parti stalinien dont, après un passé révolutionnaire, les dirigeants et le fils du peuple se chargent avec une grande ténacité à faire oublier cette faute de jeunesse en trompant odieusement la classe ouvrière. La Social-Démocratie S.F.I.O. se sépare et rejette ses meilleurs éléments révolutionnaires qui s'opposaient sous la direction de Marceau Pivert à l'Union sacrée, partout on crie (de Daladier au parti des masses) : Périssent les intérêts du prolétariat plutôt que de diminuer la force de l'Armée Française.

On parle de défense nationale. Comme s'il pouvait exister une défense nationale en régime capitaliste, n'est-ce pas messieurs les nacos ? Et parmi ce concert de louanges et de chants patriotiques, pas une voix ne s'élève, plus une phrase ne s'élève, pas un regard n'est jeté sur le sort des malheureux chômeurs, on n'en parle plus et bien mieux on les ignore. Par tout le mot d'ordre est de se taire. — Raoul.

MEME MORT !!! ON NE LUI PARDONNE PAS D'AVOIR ETE CHOMEUR

Un intellectuel, jeune encore, 45 ans, décédait la semaine dernière dans un hôtel du 20^e arrondissement, Pratio Hôtel, 65, rue Planchat.

Le malheureux, journaliste, sans travail et sans ressource aucune depuis deux ans, n'avait pu seulement obtenir son inscription au fonds de chômage que tout récemment. Son hôtelier ne lui laissait donc aucun répit, le harcelant sans cesse, il le menaçait. Il osa même... à différentes reprises lever la main sur lui, le traitant de fainéant en lui braquant un revolver sur la poitrine...

Comme la valetaille parlementaire, qui malgré ses promesses de 1936 n'a pas encore voté l'indemnité de chômage, ce républicain se réveille dans la mort de notre pauvre camarade.

Mais hélas ! Ce n'est pas tout. Il y a encore l'employé du Service des Décès à la Mairie du 20^e arrondissement qui, malgré les renseignements fournis par la compagnie du mort (transmissions qu'il lui était facile de contrôler) refuse de s'occuper des obsèques tant qu'elle n'aurait pas versé une somme de 91 fr. pour le cercueil, prétextant en termes grossiers qu'il indigne n'était pas une excuse valable pour obtenir la gratuité complète des funérailles...

Et il fallait la bienveillante intervention d'un des maires-adjoints pour ramener son subordonné à un peu plus de pudeur...

Mais cette affaire ne doit pas en rester là... une sanction s'impose... Ce triste sire ne pourrait-il pas être remplacé par un chômeur ? Qu'en pense M. le Préfet de la Seine ?

UN CHOMEUR.

CE QUE LES « NACOS » APPELLENT UN COMITE DE SOUTIEN DES CHOMEURS

Le comité de chômeurs des Lilas était réuni le 18 mars en assemblée générale ; je fus l'auteur d'une proposition de comité de soutien des chômeurs, avec participation des organisations politiques et syndicales. J'avais bien précisé que les organisations politiques devaient être des organisations révolutionnaires, et je citais comme exemple les partis communiste et socialiste, le rassemblement du Front Populaire, l'Union Anarchiste (groupe local), la gauche révolutionnaire, etc., etc. Cela fut approuvé à l'unanimité, mais nos « nacos » avaient une idée derrière la tête.

Dans leur commission exécutive, ils changèrent la ligne de conduite dictée par l'assemblée générale, et, malgré mes protestations, ils firent appel aux plus grosses entreprises de métallurgie de la localité pour solliciter une aide au profit des chômeurs. Les directeurs de ces usines sont des fascistes notoires. Le plus beau de l'histoire, c'est que les « nacos » firent les statuts de ce comité de soutien, où, par exemple, il est dit que le bureau serait rédigeable, et que le Président serait le Maire des Lilas, le sinistre Decros, fasciste maquillé en Radical-Socialiste, mais ami chéri de Pierre Laval. Cela n'était peut-être pas suffisant, ils ont prévu que si Decros refusait, ils appelleraient le curé de la paroisse à la présidence du comité. Il précisait que le groupe des Lilas de l'Union Anarchiste se refusait de participer à ce comité, et que je m'expliquerais à l'assemblée générale des Chômeurs.

A cette assemblée, le vendredi 1^{er} avril, une grosse caisse était présente, en la personne de François du secteur Est, trésorier de l'Union des Comités de Chômeurs depuis quelque sept ans. Il tenta de faire croire, par toutes sortes de citations, que la politique adoptée était la véritable politique des chômeurs.

Messieurs, bas les masques ! Nous savons maintenant, et nous voulons le faire savoir à toute la classe ouvrière, que vous êtes des traîtres, hier, les champions de la révolution, aujourd'hui, les amis de la Bourgeoisie, du Fascisme et du Clericalisme. Oui, nous, anarchistes, sommes partisans d'un comité de soutien des chômeurs, mais pas sur les mêmes bases. Nous désirons réaliser un Front Révolutionnaire qui permettrait aux organisations adhérentes de pratiquer le véritable soutien des chômeurs, de les assister par une action civile et constante dans leurs revendications.

Pour les Chômeurs Libertaires des Lilas :

E. BRIERE.

Je m'abonne au "Libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit francs, à partir du

Signature :

FRANCE : 52 Nos. 22 fr. 50 Nos. 36 fr. 20 Nos. 14 fr. 50 Nos. 18 fr.
Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Bozaris 68-27

NOM (2)
ADRESSE
VILLE
DEPARTEMENT

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Ecrire lisiblement.

La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e ar., XI^e et XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontoise, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Vichy-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Couëron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Gaudens, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-local de la Thérache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Maunègue, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréoncles, Chautmont, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPE J. A. C.

REGION PARISIENNE

I^{er} et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagneux, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION PARISIENNE. — REUNION DU COMITE D'INITIATIVE DE LA FEDERATION PARISIENNE, samedi 7 mai, à 15 heures précises au « Libertaire ». La présence d'un délégué par groupe est absolument indispensable.

COLOMBES

Soirée Artistique suivie de bal de nuit au Chalet du Cycle, boul. Valmy, samedi 7 mai à 20 h. 30. Concert et bal : 6 francs.

Au programme : Roger Christian, Félix Gibart, Jeanne Madry, Roger Christian, Félix Gibart, Pauline Sandra, Musette Figaro, Le Club des Petits Chanteurs, Jacques Burard (jeune virtuose violoniste), H. Guérin, C. d'Avray.

On trouve des billets au Chalet du Cycle, boul. Valmy et au Marché de Colombes, dimanche 1^{er} mai au vendeurs du « Lib ».

SECTEUR COLOMBES. — La réunion constitutive du Secteur de Colombes, aura lieu le mardi 10 mai, à 21 h. précises, salle du Chalet-du-Cycle, boulevard Valmy, à Colombes.

Les adhérents des groupes d'Asnières, Courbevoie, Gennevilliers et Argenteuil devront être présents à cette assemblée.

ERMONT

Grande balade sylvestre le dimanche 1^{er} mai, à St-Leu-la-Forest, départ de Paris-Nord à toutes les heures depuis 7 heures du matin. Repas à emporter sauf boissons. En cas de mauvais temps, les camarades se retrouveront au Café du Commerce, près de la mairie de St-Leu.

Pour se rendre en forêt, prendre la route de Chauvry jusqu'à l'Etang Godard, à droite de la route où le groupe se trouvera dans un rayon de 100 m. direction sud de l'Etang. Jour, chants en plein air. Participation du groupe d'Erment, dont la pancarte se trouvera à proximité du rendez-vous.

PALaiseau

Vendredi soir 22 avril, bonne réunion de propagande. Malgré le manque de publicité quelques affiches, manque de tracts et autres réunions, même soir de commissions, nous avons obtenu un résultat très appréciable par rapport à la région indéfinie au communisme.

Près de cent camarades ont répondu à notre appel et ont été très attentifs à l'admirable cause de tous ces courageux et dévoués camarades. Tréfont sur le sujet qui restait « La Guerre est à nos portes », traité par lui d'une façon virulente avec documentation irréprochable, contradiction nulle par un rigolo représentant le parti Stalinién.

En somme, bonne soirée qui augure pour les jours prochains sans oublier le jeune camarade qui a causé contre le fascisme et la guerre dont nous regrettons ne pas savoir le nom. — Marcel et Louis Boscher.

SECTEUR SUD. — La réunion constitutive du Secteur Sud, aura lieu le vendredi 13 mai, à 21 heures précises, salle du bas de la Mairie de Béziers. Les adhérents des groupes de Paris 12^e, Gentilly, Ivry, L'Hay-les-Roses, Bièvre-Villejuif et Choisy devront être présents à cette assemblée.

SECTEUR DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Tous les libertaires de la région seront présents le samedi 30 avril, à la manifestation. Appel pressant est fait à tous les groupes, ainsi qu'aux individualités de Croissy, Vigneux, Draveil, etc. Rendez-vous place de la Gare, à Villeneuve-Saint-Georges, à 14 h. 30.

VOIX DE PROVINCE

AMIENS

La Marseillaise

C'est un film qui est passé actuellement sur l'écran du « Palace Ciné » de notre ville. Rien n'a été négligé pour attirer le plus de monde possible. De grandes affiches sont placardées, montent ce grand film, vrai, passionnant et humain, la presse dite de gauche en parle, et des hommes sandwichs déboulent à travers les rues centrales.

Que de battage pour un film aussi fade et d'aucuns nous certifient que la censure avait passé par là. Et dire que la C. G. T. notre C. G. T. a versé 500.000 francs pour la réalisation de ce film. Les bonnes poires de syndiqués qui en avaient payé, avec leurs cotisations, une bonne partie, pensaient dans leur candeur naïve obtenir une réduction sur le prix de leur place aux représentations. Certains viennent d'en faire l'expérience et, sur présentation de leur carte syndicale à jour, se sont vu refuser toute réduction. Ces pauvres diables n'avaient pas compris qu'une firme capitaliste cinématographique s'en était assurée l'exclusivité.

Il ne leur reste plus qu'une ressource, alerter leur organisation afin que les fédérations et unions départementales violent des blâmes à la C. G. T. pour cette dépense qui ne profite nullement à l'émancipation sociale de la classe ouvrière. — Ch. Legry.

MARSEILLE-GERMINAL

Le groupe Germinial invite tous les camarades anarchistes et les sympathisants, ainsi que tous les ouvriers révolutionnaires à se masser autour de notre drapeau noir et de nos pancartes, à la manifestation du 1^{er} mai. Rendez-vous sur les terrains du rassemblement.

Samedi 30 avril, notre camarade Théodore-Jean fera dans notre local, 18, rue d'Italie (2^e porte à droite), une grande conférence éducative sur :

L'origine du 1^{er} mai

Après la conférence, distribution de tracts, discussion sur l'organisation de la manifestation du lendemain.

Le groupe prie tous les camarades anarchistes et sympathisants de venir nombreux à la conférence publique et contradictoire que fera notre ami Maurice Douteau, le dimanche 5 mai, au « Royal-Bio-Cinéma », rue Tapie-Vert.

ALGER

Le Cercle organise pour le samedi 30 avril en soirée, salle Padovani, à Bab el Oued, au bénéfice de S. I. A., un grand bal populaire auquel sont invités à assister tous les membres du Cercle de S. I. A., les frères de la rue, leur famille, leurs amis. Prix d'entrée : dames 2 fr., hommes 4 fr.

Dimanche 1^{er} mai, réunion générale élargie (sympathisants admis), au local du Cercle, 6, rue Lacanaud, à Alger. Conférence par un camarade sur : « Le Premier Mai, son origine, sa signification ».

Lundi 2 mai, à 18 heures, au local, réunion strictement réservée aux membres du Cercle, pour réception amicale du camarade Huart, délégué de S. I. A. en Algérie.

FEDERATION D'ALGERIE

Les camarades anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, etc. adhérents à l'U. A. ou non, qui désireraient avoir des renseignements sur l'organisation du Congrès de la Fédération d'Algérie sont invités à écrire à Frémont, 9, rue de Bondy, à Paris (10^e).

FEDERATION DU SUD-EST

Compte rendu de notre tournée fédérale
Communisme autoritaire
ou communisme libertaire
avec notre camarade Paul Lapeyre

Dans son ensemble la tournée fédérale fut satisfaisante. Certes il n'y eut pas des foules d'auditeurs, mais tout de même, des nouveaux très intéressants. Neuf conférences furent données : Thonon-les-Bains, Annecy, Chambéry, Grenoble, Volron, St-Jean-en-Royans, Romans, St-Uze, St-Fons. Dans diverses localités, la conférence fut suivie d'une controverse intéressante et nous sommes convaincus que de telles tournées sont très favorables au développement de nos idées. Camarades, redoublons d'efforts. Adressez vos cotisations à votre fédération, pour que se renouvellent bientôt de semblables réunions. — La Commission Fédérale.

REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Paris IX^e et X^e JEUDI 28

A 20 h. 45, Bar de l'Entr'acte, 40, bd Bonne-Nouvelle.

L'ANARCHIE

Orateur : Paul Armand.

Brunoy VENDREDI 29

A 21 heures, salle Vidal. (Juste en face de la Gare.)

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Barzangette, Raoul, Frémont.

Paris XIV^e Café des Trois As, avenue de la Porte-de-Vanves, à 21 heures.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Goudry, Servant, Vintrigner.

Issy-les-Moulineaux MERCREDI 4

A 21 h., 21, rue Jean-Jacques-Rousseau

LA LUTTE SYNDICALE

Orateur : Cam.

Paris III^e et IV^e JEUDI 5

A 20 h. 30, 44, rue des Archives, Café de l'Homme Armé.

L'ETAT, LA PATRIE, LA GUERRE

Orateur : Pierre Maurelle.

Paris XI^e et XII^e A 20 h. 30.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

**La classe
ouvrière
est au-dessus
de la nation**

le libertaire syndicaliste

Le 1^{er} Mai 1938 ne doit pas sonner le glas des revendications de Juin 1936

**Les militants syndicalistes
ne doivent pas se laisser
acculer à la scission**

La semaine dernière, dans ces colonnes, parlant des ex-confédérés j'écrivais : « chez beaucoup de ceux-là (et non des moindres) l'idée d'une scission se précise et se développe. »

C'est un fait. Beaucoup de responsables de la C. G. T. ont toujours été adversaires de toute unité avec les communistes.

Ils étaient trop attachés à leur poste, à la vie tranquille des fédérations confédérées, à la mollesse de leur réformisme bête pour accepter de gaieté de cœur l'idée de collaborer étroitement avec les unitaires gueulards, démagogues, avides de postes rétribués et disposés à user de tous les moyens pour les conquérir.

L'unité de Toulouse leur a été imposée. Elle était voulue par l'ensemble des travailleurs syndiqués. Les cadres de l'ancienne C. G. T. se sont inclinés mais la plupart se sont plu à la considérer comme purement provisoire.

Aussitôt dans la place, les Staliniens ont démontré que leur seule intention était de dominer le mouvement syndical. Pour eux l'unité n'avait qu'un seul but : mettre la grande puissance de la C. G. T. au service des intérêts de la nouvelle aristocratie russe. Ils ont agi pour arriver à leurs fins avec la déloyauté la goulaierte qui leur sont familières. L'indolence de leurs adversaires leur assurait la victoire.

Incapables de réagir, les responsables ex-confédérés venaient avec frayer les unions régionales et les syndicats leur échapper.

Pourtant des fédérations importantes telles que celles des employés, de la pharmacie, de l'habillement, des fonctionnaires, du sous-sol, des ports et docks, etc., restent entre leurs mains.

Les communistes déploient, pour s'implanter dans ces fédérations et les coloniser, des efforts considérables. Ils ont avec eux tous les avantages de la force.

C.G.T. LIBRE ! **C.G.T. LIBRE**

riers au petit pied, les Patat, les Dupire, toujours à vendre pour un peu de prestige et deux mille francs par mois.

Face à cette situation les colonisés ou futurs colonisés ne pensent pas à lutter. Ils ne voient la solution que dans la scission. « Sauvons ce qui reste pendant qu'il est encore temps », disent-ils — s'il nous serons grignotés jusqu'au dernier.

Voilà une conception défaitiste dans laquelle les militants syndicalistes-révolutionnaires ne doivent jamais marcher.

Nous avons réclamé l'unité syndicale. Nous avons été les plus ardents de ses protagonistes. Si elle ne s'est pas faite exactement comme nous l'aurions voulu, ce n'est pas une raison pour prendre la terrible responsabilité de diviser à nouveau le mouvement syndical.

L'influence des Staliniens tient à leur argent, à la puissance de leurs moyens de corruption, au manque de scrupule total de leurs chefs, mais aussi à leur propagande, à leur formidable activité.

La scission provoquée par les ex-confédérés leur permettrait de jouer les purs, les moralistes. Ils ne manqueraient pas de stigmatiser à grand renfort d'affiches et d'articles de presse la trahison de ceux qui quitteraient la grande C. G. T.

Aux yeux des travailleurs ils auraient raison et ils resteraient les seuls maîtres du mouvement syndical.

Pas un partisan de la scission ne peut prétendre sérieusement et sincèrement que celle-ci diminuerait l'influence stalinienne dans les syndicats. Au contraire elle la renforcerait.

L'expérience de la C. G. T. U. recommencerait. En quelques années les communistes liquideraient le mouvement syndical, tueraient l'esprit syndicaliste.

Or, nous persévérons à prétendre que la colonisation stalinienne d'autant plus facilement qu'une résistance sérieuse ne lui est opposée. Nous sommes convaincus qu'il est encore possible de liquider le stalinisme, de chasser la politique de nos syndicats, à condition, bien entendu, de s'y mettre immédiatement et tous ensemble.

La scission serait la mort du syndicalisme. L'union des partisans de son indépendance le sauvera et lui redonnera son véritable sens.

RINGEAS.

Convocations syndicales

UNION LOCALE DE MITRY-MORY ET ENVIRONS. — 1^{er} MAI. — De 9 h. à midi : Salle des Fêtes Mitry-Mory et Annexe de la Mairie Mitry-Lotissements : pointage des cartes. A 15 h. meeting dans le parc de la Mairie, suivi de manifestation.

CERCLE SYNDICALISTE

« LUTTE DE CLASSE » DES PEINTRES

Tous les camarades peintres partisans de l'indépendance complète du syndicalisme envers tous les partis politiques et tous les gouvernements sont invités à assister à la réunion d'information du Cercle qui aura lieu le vendredi 29 avril, à 17 heures 30, salle du Café des « Deux Hémisphères », 65, faubourg Saint-Martin.

Ordre du jour : Examen de la situation actuelle.

Le bureau du Cercle.

Ce Premier Mai 38 sera donc un Premier Mai d'Union sacrée, ainsi en a décidé le Bureau confédéral de la C.G.T., dans son appel placardé dans toutes les villes de France.

Après la réalisation de l'unité syndicale, et surtout après le puissant mouvement de Juin 36, on pouvait espérer que la C.G.T., forte de cinq millions d'adhérents, allait affirmer la volonté formelle du prolétariat, devant la faillite du régime capitaliste, d'accomplir son rôle historique et d'assurer la gestion des moyens de production et d'échange. Tout le régime s'écroulait, rien ne s'opposait à la force ouvrière. Alors que tout était possible, la C.G.T., la seule force réelle, s'est placée à la remorque de ce gouvernement de Front populaire, qui devait si lamentablement faire faillite et accepter la colonisation du parti communiste, qui renouvelle sa triste expérience faite à la C.G.T.U.

Les conquêtes de Juin sont sabotées par les grèves politiques, la semaine de 40 heures fait place aux 45 heures. Le patronat de droit divin passe à l'offensive et impose sa politique aux capitulards du Front populaire. Et alors que

le capitalisme manifeste sa haine féroce de classe, la C.G.T. au lieu de riposter prêche l'unité de la nation française. Abandonnant toute conception de classe, elle ose, dans son appel pour cette journée de 1^{er} Mai, écrire : « Sans unité de la classe ouvrière, l'unité de la nation ne saurait exister. »

Ainsi donc, toutes ces capitulations n'ont d'autres buts que la réalisation de l'Union sacrée, la défaite du prolétariat dans une guerre pour la sauvegarde de l'impérialisme français. Il ne peut pas exister d'unité de la nation, dans une nation de classe, c'est ce que nous ne cesserons pas de crier. Nous resterons fidèles à l'esprit de classe, qui fut toujours affirmé avec force par les révolutionnaires de notre pays, et à l'internationalisme prolétarien.

**Contre l'Union Sacrée ;
Contre la collaboration des classes ;
Pour le maintien des conquêtes de juin ;
Pour l'échelle mobile ;
Pour le contrôle ouvrier ;
Travailleurs vous devez manifester le 1^{er} Mai.**



AU CONGRES DE L'UNION DE L'ADOUR

Un ordre du jour sur la politique extérieure

Le Congrès de l'Union de l'Adour, placé devant les menaces de guerre qui surgissent de jour en jour en Europe et dans le monde et ne voulant pas se laisser entraîner par leurs véritables causes mais discernant au contraire les responsabilités de toute nature qui sont à leur origine.

Soucieux de préserver la paix et de dissiper dans ce but tous les malentendus, de détruire tous les sophismes bellicistes.

Proclame que sous le couvert de croisades idéologiques, de guerre étrangère contre le fascisme, persistent en réalité les anciens conflits entre impérialismes européens, contenus en germe dans les traités de 1919 qui ont au départ de l'illégalisme.

Dénonce le danger de toute politique de surarmement qui fait croire à la fatalité de la guerre ; et demande au gouvernement l'ouverture de négociations générales où serait visé le règlement de tous les conflits nés de ces traités.

Il regrette que la C.G.T. n'ait pas cherché à créer dans le pays cette atmosphère pacifique propre à écarter le cauchemar de la guerre et lui reproche d'avoir même, sans consulter les syndicats, accepté l'éventualité d'un gouvernement d'union nationale.

Il se refuse à suivre certaines organisations syndicales qui n'ont pas hésité à faire à la défense nationale le sacrifice de certains avantages péniblement acquis.

Et demande enfin au prolétariat d'avoir une politique étrangère à lui, au lieu de se mettre, la comme ailleurs, à la remorque de la bourgeoisie et des gouvernements, pour que se réveille le sentiment de solidarité internationale des travailleurs qui est le rempart le plus solide contre la guerre, la seule force capable de contraindre les entreprises funestes des impérialismes et du fascisme leur complice.

A SAINT-ETIENNE

Repression contre les syndicalistes

Si dans de nombreux chantiers du bâtiment de la Loire et de la Haute-Loire, l'action revendicatrice a eu satisfaction, cela est dû au camarade Garnier, secrétaire du Syndicat de Saint-Etienne et de la Fédération régionale du bâtiment. Garnier est imprégné de l'idéal syndicaliste révolutionnaire, et par suite de ses méthodes, l'on eut gain de cause sur presque tous les points.

Par contre, sur certains chantiers, dirigés par la S.A.D.E. de Paris, avec des chefs d'équipes C.G.T. du même lieu, on renvoyait les meilleurs militants, on sabotait les 40 heures, on ne payait pas le tarif syndical, certains chefs d'équipes menaient les hommes à la matraque. Il y eut ainsi plusieurs incidents. Le patronat fut soutenu en ces affaires, par le parti communiste et par l'Union départementale de la C. G. T., mais assez sournoisement, pour ne pas porter d'accusations publiques.

Un incident plus grave opposa nos camarades du bâtiment à un chef d'équipe, qui, à la suite de la bagarre dont il fut l'auteur, a été blessé de deux coups de couteau, blessure dont il mourut.

A la suite de sa mort, la police qui n'avait trouvé aucun coupable, arrêta le camarade David, et ensuite, notre camarade Garnier, comme responsable.

Nous pensions encore que, malgré notre lutte avec l'Union départementale, pour l'indépendance du syndicalisme, elle aurait pris la défense de nos camarades, comme nous avions participé à la défense des leurs, lorsqu'ils furent attaqués par le magistrat Minard. Ce fut le contraire qui se produisit, et nous pouvons dire que la presse de droite ne porta pas d'accusation aussi terrible contre notre camarade que celles du parti communiste et l'Union départementale. Pour abattre la minorité les lâches profitent du séjour de Garnier en prison. Ils ont déplacé de Paris pour mieux nous assommer, Labrousse, secrétaire général du Bâtiment, puis Arrachard, secrétaire de la Fédération, et pour que le coup porte mieux encore, Frachon, secrétaire de la C.G.T.

Nous, minoritaires de la C.G.T., nous avons

commencé la défense de nos deux camarades, victimes de la coalition stalin-fasciste, et cette défense, nous la continuerons jusqu'à leur libération. Il est tout à fait injuste de retenir en prison le camarade David, camarade nullement violent, incapable de se servir d'un couteau pour se défendre. La police n'aurait-elle pas son mot à dire sur la moralité du chef de chantier, sur les outils que tous les cailloutiers ont le droit de porter ?

Il est aussi injuste d'emprisonner Garnier, sa seule présence sur le chantier a suffi à le faire arrêter. Après tout, le rôle d'un secrétaire est d'assister à tout ce qui intéresse le Syndicat ; ce jour-là il y avait élection de délégués, et son rôle était d'être présent.

Si l'on croit que par la force, on nous brisera, on se leure ; nous, minoritaires de la C.G.T., nous n'agissons. Et nous dévoterons en public certaines canailleries.

DANS LE NETTOYAGE UNIFIE

Le Syndicat unifié des Frotteurs, Nettoyeurs, Nettoyesses de la R. P., avertit ses adhérents que la « Tribune du Nettoyage », qui devait paraître vers le 20 avril, ne paraîtra pas à cette date car, au moment de la mise en pages, le Syndicat a été averti que le ministre du Travail venait de désigner le surabrite pour trancher la question de notre demande de rajustement de salaire. Aussitôt, la sentence surabrite rendue, tous nos camarades seront avertis soit par la « Tribune », soit par le « Libertaire », soit par des tracts, de la date du meeting auquel seront conviés tous les travailleurs du Nettoyage, syndiqués ou non. C'est à ce meeting que tous les renseignements seront donnés.

Nous demandons à tous nos camarades délégués responsables de se tenir prêts et de répondre « présent ! » à l'appel que le syndicat fera dans la presse ouvrière pour la distribution des tracts. — Le secrétaire général : P. Jouillot.

CHEZ LAVALETTE

Les syndicats des usines Lavalette à Saint-Ouen, réunis en assemblée générale le samedi 16 avril 1938, protestent contre la nouvelle pluralisation des dirigeants syndicaux et contre leur sollicitation tactique qui a poussé officieusement à la grève sans prendre publiquement ses responsabilités, qui nous a contraints à abandonner la lutte sans aucune garantie (après 24 jours de lutte comme dans certaines usines) ; Blâment leur façon de procéder pour ne pas

avoir consulté les intéressés avant de signer de tels accords.

Déclarent qu'ils n'ont plus aucune confiance dans les dirigeants de la rue d'Angoulême et du Conseil Central à ses ordres ; Reclament leurs démissions ; Votent à l'unanimité moins une voix cette résolution.

(Résolution adoptée à l'unanimité par la C.E. le 15.)

CHEZ LES TRAMINOTS MARSEILLAIS

Cinq cents jeunes ont été embauchés en juin 37 aux tramways de Marseille. Après neuf mois de labeur continu et tours de services des plus mauvais, nous nous voyons jetés sur le pavé, malgré toutes les promesses de nos bons patrons Laugier et Nicolas. Ils nous ont assurés, en réunion corporative, qu'ils nous défendraient comme si nous étions des anciens. Malgré tous les apaisements donnés, les licenciements progressifs et incessants continuent. Sous les auspices de la Municipalité et du Syndicat, un Comité s'est formé pour défendre nos intérêts, et depuis bientôt dix-sept jours, rien de positif n'est sorti de ces cerveaux réunis pour nous éclairer.

Le 16 courant, en réunion générale, Laugier et Nicolas sont venus demander l'effort nécessaire à toute la corporation, pour nous sauver du chômage. Cet effort consistait en l'abandon d'une journée par mois par tout le personnel. Dans une salle emplies par environ 3.000 camarades, les explications nécessaires furent données, par nos deux syndicalistes, pour faire accepter par les aînés, ce coup de hache, qui est sûrement l'annonce d'autres accords dans les accords qui nous régissent. On nous dit bien que c'est seulement pour huit mois, mais, quand on commence sur ce chemin, on ne sait jamais où l'on s'arrête.

Quatre camarades ont pris la parole dans un brouhaha presque continu. D'autres encore auraient bien voulu dire quelque chose, mais la résolution fut adoptée à l'unanimité. Après la lecture du rapport de Nicolas, on braila en chœur l'Internationale, et la séance fut levée.

Voilà, prolétaires, comme on défend vos intérêts. Nous, jeunes, servons à un marchandage qui permet à nos camarades aînés d'accepter un coup de couteau dans le contrat, sous prétexte de nous garder. Dix-sept jours de pourparlers pour en arriver là. N'était-il pas possible d'engager une action directe aux premiers licenciements ?

A. Fenandino.

Centre syndical d'action contre la guerre

L'organisation du « Centre » entre dans sa phase active.

Nos premiers signataires ont été groupés par entreprise, ville, région. Lundi 25 avril chacune de ces listes a été adressée à un correspondant avec mission de réunir les camarades la composant, ou de les toucher par correspondance.

Dores et déjà, en province, des groupes se constituent dans les villes suivantes : Alès, Angers, Angoulême, Béziers, Bordeaux, Calais, Chambéry, Creil, Gap, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montargis, Maure-de-Bretagne (et-V.), Nice, Nîmes, Strasbourg, Toulouse, Troyes, Vanoc (Ardèche).

Autant qu'il nous a été possible, nous avons été de charger de ce travail de liaison, les militants occupés par les fonctions syndicales. Ils comprendront notre attention et nous approuveront d'avoir désigné des militants du rang.

Notre choix d'ailleurs a été facilité par le fait important que la plupart des camarades qui nous ont écrit ont exprimé le désir de se dépenser pour la propagation des idées pacifistes.

Les heureux élus ne s'effrayeront donc pas de la tâche qui leur échoit puisque pour le moment cette tâche est limitée au ralliement des signataires. Par la suite bien entendu, ces derniers désigneront les ou les responsables de leur groupe.

Incessamment nous procéderons de même pour la région parisienne.

Ainsi en groupant des milliers de syndicalistes décidés à lutter contre la guerre, nous atteignons, en moins d'un mois, notre premier objectif.

Passons à l'objectif suivant.

LA CONFERENCE NATIONALE

Comme suite à une proposition faite par divers camarades de province, le Comité provisoire d'organisation projette de réunir à Paris à la Pentecôte (5-6 juin) une première conférence nationale du « Centre Syndical d'Action contre la Guerre ».

Il appartenait aux groupes de province d'examiner s'il leur est possible d'assurer la participation de un ou plusieurs délégués à cette conférence.

En vue de réduire au minimum les frais des délégués, le service « Tourisme » de la C.G.T., que nous avons présenté, est prêt à organiser un séjour collectif (Hôtel, Restaurant). Le prix sera communiqué dès que la liste des délégués désirant accepter cette initiative, sera arrêtée.

Nos correspondants déjà avisés voudront bien nous fixer au plus tôt sur ce point précis afin que nos camarades du service « Tourisme » établissent leur budget.

La semaine prochaine nous ferons connaître les propositions du Comité concernant l'ordre du jour de cette conférence et la rédaction définitive du Manifeste.

L'unité déloyale

Vers 1932, à la suite de la rupture du « Comité des 22 », un profond découragement s'était emparé des minoritaires de la C. G. T. U. L'échec avait été si total, l'écrasement si définitif, que l'unité syndicale apparaissait alors comme une chimère décevante, un mythe trompeur. Le syndicalisme leur sembla devoir se cristalliser pour toujours autour de deux centres irréductibles l'un par l'autre. On eût dit que deux syndicats, lisses, aux origines et aux buts profondément différents, se partageaient les diverses catégories composant notre classe ouvrière : fonctionnaires, employés des services publics, prolétaires de l'industrie privée, etc., animées par des idéologies opposées.

Ce n'était pourtant qu'une illusion. Si l'on examine la composition des deux C.G.T. à l'époque, on constate que prédominaient, dans l'une comme dans l'autre, les fonctionnaires et employés des administrations publiques : les ouvriers à statut. Et il est juste de faire ressortir que dans cette sombre période, ces derniers sont les seuls à résister, parfois victorieusement, aux offensives patronales. Le prolétariat de l'industrie privée semble, lui, à la suite de longues années de défaites continuelles, arrivé à un état de découragement irrémédiable. Depuis longtemps déjà, il déserte les syndicats, il a oublié le chemin de l'organisation.

Il n'est pas inutile non plus de souligner que cette époque est celle où la scission syndicale atteint sa plus grande virulence. Entre les deux C. G. T., dont les méthodes sont parfois étrangement identiques (qu'on se rappelle le réformisme incurable qui rongait la Fédération unitaire des cheminots, ce pilier de la C.G.T.U.), la haine devient inexorable.

Or, voilà que brusquement, en 1934, on recommence à entendre parler d'unité. Des syndicats uniques viennent de se constituer chez les cheminots, des conversations s'ébauchent un peu partout, et tout cela, chose troublante, sous l'œil bienveillant et complice des chefs unitaires. On vitupère moins les chefs confédérés, on cesse de plus en plus de les insulter, bref, ils ne sont plus ceux qu'on stigmatisait quotidiennement d'« agents de la bourgeoisie ». Que s'est-il donc passé ?

Pour bien comprendre cette évolution, il ne faut pas oublier que Laval s'est rendu à Moscou l'année précédente. Staline a admis « la nécessité de la défense nationale » française. Il est clair que les deux camps sont de mixte, et les communistes ne vont pas tarder à opérer le sensationnel renversement que nous savons.

Depuis 1914, la C. G. T. n'a plus de politique propre. Ce n'est pas elle, bien sûr, qui peut s'opposer à la vague de chauvinisme antistalinien qui soulève le peuple français, mais elle est devenue l'agent de la bourgeoisie. D'autre part, le parti communiste et ses filiales commencent une propagande effrénée en vue de faire accepter au peuple le pacte franco-russe et l'union sacrée. Mais, pour réussir, l'unité syndicale est nécessaire. En effet, la C. G. T. U. a perdu toute influence. Le parti communiste, qui se présente comme le seul rempart contre le danger stalinien, ne peut que se désoler. Après des pourparlers hâtifs en 1935, les deux congrès confédéraux se réunissent dans la même salle. L'unité est faite.

Les minoritaires de la C.G.T., qui avaient lutté dix ans en vain pour cette unité, n'en croient pas leurs yeux. C'était trop beau ! Le ne rappelle l'enthousiasme de certains camarades, comme Chambeillard, l'espoir et la crainte qui les assaillent alternativement pendant les rapides pourparlers.

C.G.T. LIBRE ! **C.G.T. LIBRE**

Les nacos n'ont pas mis longtemps à s'emparer des leviers de commande. Tous les grands événements politiques et sociaux : victoire du Front populaire, grèves de 1936, ont concouru pour leur faciliter la tâche. Le Front populaire cette machine impérialiste inventée à Moscou par Staline et Laval, et l'unité syndicale ont permis à l'impérialisme franco-russe d'assujettir étroitement le peuple français. Les socialistes et syndicalistes ont donné dans le panneau avec un ensemble touchant. Avec Daladier, c'est l'état-major qui gouvernera. La démocratie devient de plus en plus... totalitaire !

Ce qui a facilité cette évolution, c'est, il faut le dire, que la classe ouvrière a perdu la foi dans ses propres destinées. Mort idéologiquement en 1914, le syndicalisme n'a plus guère survécu, pendant des années, que chez les fonctionnaires et ouvriers à statut, qui par toute voie vient de l'Etat autoritaire, impersonnel et tabou, source de toute lumière. Dans ces conditions, le concept de lutte de classe était condamné à être supplanté par celui d'organisation étatique. Les démocrates, au fond, se différencient peu des régimes fascistes. Comme ceux-ci, elles sont invinciblement poussées vers les solutions totalitaires. Dans tous les pays, les hommes, en s'abandonnant, en démissionnant, semblent disposés à renoncer à la liberté, devenue illusoire, en échange d'une sécurité qui leur serait garantie par l'Etat, cette force mystérieuse et onnipotente. Le prétendu antagonisme entre démocratie et dictature ne serait qu'une opposition purement formelle.

Le vieil esprit anarcho-syndicaliste n'était pourtant pas mort. Malgré les progrès effrayants des doctrines totalitaires, des lots syndicalistes tentent, un peu partout, de s'opposer à l'union sacrée et à l'asservissement de la classe ouvrière à l'Etat stalin-bourgeois. Ne nous leurrions pas, cependant.

La lutte actuelle dépasse singulièrement le cadre de la C. G. T. Tandis que la dévotion totalitaire est en train de tout recouvrir, quelques individus isolés bataillent désespérément et annoncent la civilisation libertaire et fédéraliste de demain. Ce sont bien deux conceptions de la vie qui se heurtent.

MARCEL GUENNEC.